

**REPORTAGE, DE RETOUR
DU PORTUGAL** NOTRE DOSSIER
PAGES 9 A 12

rouge

hebdomadaire d'action communiste

INDOCHINE

DE KONTUM A PHNOM-PENH

**UN PAS VERS
LA
VICTOIRE**





Caroline Lespénasse

polémique PC-PS

polémique PC-PS

JUSQU' AUX PROCHAINES ELECTIONS...

Après plusieurs mois de tirs d'artillerie lourde, la direction du PCF semble aujourd'hui descendre d'un octave dans sa polémique contre le PS, tout en cultivant son apparition propre dans le cadre d'initiatives tous azimuts. Il ne s'agit en fait que d'un armistice, même si la guerre n'a jamais été déclarée.

On se souvient qu'aux lendemains des dernières élections législatives partielles, une polémique très violente avait éclaté. Le PS était accusé de ne pas respecter le programme commun et d'être de nouveau attiré par les vieilles sirènes centristes, et même de vouloir gérer la crise sur la dos des travailleurs. Face à la crise, le PS était mis au pied du mur sur la proposition d'organiser 20 meetings unitaires dans toute la France.

Ce raidissement subit, qui eut pour conséquence de porter un coup à la crédibilité de l'Union de la Gauche, sema un certain désarroi parmi les travailleurs et notamment nombre de militants du PCF qui sortaient d'un congrès extraordinaire où le socialisme était remis aux calendes grecques au profit de l'Union du Peuple de France, PME et gaullistes patriotes inclus.

UN DETOUR TACTIQUE

Nous nous sommes déjà expliqués sur ce détour tactique du PCF. L'Union de la Gauche, seule politique possible pour le PCF, a abouti à un renforcement trop important du PS. Celui-ci existe désormais dans les entreprises et a réussi à emporter une fraction de l'électorat réformiste du PCF qui, en réformiste conséquent, préfère aujourd'hui voter pour un gros PS que pour un PCF qui continue d'inquiéter.

Ce que le PCF a perdu à droite, il ne l'a pas regagné à gauche. Les travailleurs les plus combattifs n'ont pas été attirés par la ligne du congrès et la pratique de la direction CGT dans les luttes a contribué à accentuer la perte d'effectifs de cette centrale, notamment dans les grosses entreprises.

La direction du PCF est prête à tous les compromis politiques mais elle n'est pas prête à voir décliner son audience de masse notamment dans les entreprises.

JUSQU' AUX PROCHAINES ELECTIONS...

Si l'Union de la Gauche est la seule

perspective pour le PCF, il ne s'agit que d'une perspective électorale. Or, dans ce domaine il n'y a pas d'échéances avant 1978. A son tour le PCF se doit de rééquilibrer la gauche mais à son profit, de façon à assumer les prochaines élections dans les meilleures conditions possibles.

D'où le détour actuel qui ne vise pas à regagner tout de suite une fraction de l'électorat mais qui a pour but de ressouder les rangs du parti et de resserrer les liens avec la classe ouvrière et la jeunesse en apparaissant comme l'aile la plus combattive du programme commun. Dans ces conditions, le PC doit mettre en avant tout ce qui le distingue du PS.

Ce détour tactique ne remet pas en cause l'orientation stratégique du congrès, il prendra fin dès l'annonce des nouvelles élections. A ce moment-là PC et PS ne développeront plus leur programme de recrutement, mais un véritable programme électoraliste, car tous les deux ont le même but : gérer le pouvoir à l'issue d'une victoire électorale.

DES CONTRADICTIONS EVIDENTES

Cette politique ne manque pas de susciter bon nombre de contradictions. En premier lieu, l'élargissement de la base électorale est contradictoire avec le renforcement du parti dans les entreprises ; le premier objectif s'atteint avec un langage de droite, le deuxième avec un vocabulaire de gauche dans la période présente.

Mais là encore apparaît une autre contradiction. Le vocabulaire « de gauche » aujourd'hui utilisé ne s'accompagne pas d'une véritable pratique de lutte de classe qui irait à l'encontre du projet global du PCF. Et c'est là que réside la difficulté fondamentale. Le PC accuse le PS d'être tenté par la collaboration de classes alors que tous les deux sont liés par un programme de collaboration et qu'il n'est pas question pour G. Marchais de le remettre en

cause. D'où l'aspect dérisoire de la polémique qui ressemble à un jeu de dupes dans lequel les travailleurs ne comprennent plus l'enjeu au moment où les deux partenaires s'abstiennent de donner une alternative en termes de lutte et de mots d'ordre unificateurs à tous les combats dispersés qui se développent.

ALLER OU NE PAS ALLER A L'ELYSEE ?

Face à la crise, 20 meetings communs, c'est la montagne qui accouche d'une souris. Aujourd'hui, le comité de liaison de la gauche s'est mis finalement d'accord pour en organiser 100 et pourtant le régime n'est pas plus menacé.

Aller ou ne pas aller à l'Élysée ? Là encore les dés sont pipés. On peut être amené à négocier quand on n'a pas la force de renverser le pouvoir, mais ce qui compte alors c'est de savoir sur quelles bases et avec quelles forces. La fédération de Paris du PC a été logique avec la politique du PCF. A partir du moment où on « mobilise » les travailleurs parisiens avec des pétitions et rien d'autre, il faut bien aller remettre ces pétitions à l'interlocuteur. L'acceptation de Giscard a enfermé les communistes parisiens dans un piège qu'ils avaient eux-mêmes tendus. Le verbe gauche et les coups de gueule ne suffisent pas à déterminer une ligne de classe.

UNE PRATIQUE SECTAIRE

La tension de l'élastique devenant dangereuse, PC et PS ont décidé de décélérer provisoirement en organisant une campagne propagandiste commune sur l'emploi, ce qui ne signifie nullement un arrêt de la polémique, le PC ayant besoin d'une tactique permanente de tension.

Désormais, et pour quelques temps, le PC continue sa politique d'affirmation non seulement à coup d'articles et de discours mais en développant une série d'initiatives propres : manifestations PC sur l'emploi, manifestation JC sur l'armée, etc.

Personne ne peut reprocher à un parti d'intervenir sur son programme et avec son drapeau mais qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas là d'une

pratique gauche d'« avant-garde » mais tout simplement d'une pratique sectaire, qui ne vise pas à œuvrer au développement d'un mouvement de masse unitaire mais qui vise à signer des actions dont le contenu politique ne se différencie en rien du cadre unitaire. Et ceci a des effets négatifs. Surtout lorsque le mouvement de masse existe et que le PCF refuse de reconnaître les structures qu'il se donne. Les comités de soldats ont une plate-forme plus avancée que celle de la JC et sont plus représentatifs des soldats en lutte que de simples initiatives de la JC comme celle de Nancy ; de même que l'UNCAL ne peut se prévaloir de la totalité du mouvement lycéen, loin s'en faut. En ce sens, la manifestation de Nancy ou les appels de l'UNCAL divisent plus le mouvement qu'ils ne l'unifient ; en ce sens, il s'agit bien d'une pratique sectaire et non d'une pratique « plus dure ».

GISCARD A PRIS LA BALLE AU BOND

Le pouvoir a su utiliser cette étape en reprenant la balle au bond pour faire du PC et de la JC les principaux meneurs de toutes les luttes. Cette vieille pratique anti-communiste est toujours plus ou moins payante et permet d'effrayer les couches les plus retardataires tout en esquivant les véritables problèmes. Le PC n'est pas mécontent d'être mis ainsi sur la sellette, il croit acquérir des galons de combattivité et c'est le but qu'il se fixe mais le mouvement ouvrier dans son ensemble n'a rien à gagner à un jeu qu'il ne maîtrise pas et dont les subtilités sont tellement compliquées qu'une fédération du PCF à Séguin lui-même ont été amenés à commettre des faux-pas.

Le moment est venu de poser les vrais problèmes aux militants communistes. Aujourd'hui, il n'y a pas d'élections en vue, mais il y a 1.200.000 chômeurs. Comment agir contre la crise ? Comment unifier l'ensemble des travailleurs ? Sur quelles revendications ? Avec quelles formes de lutte ? Comment empêcher un nouvel échec à Renault après celui des PTT ? Sur toutes ces questions auxquelles Rouge s'efforce de répondre, le débat n'opposera pas le PC et le PS, mais les militants combattifs, y compris ceux du PC et du PS contre tous ceux qui sont prêts à brader les luttes pour un plat de bulletins de vote.

Afain KRIVINE

**VIENT DE
PARAITRE**

**Le procès
de Draguignan**

à lire...

1 exemplaire = 10 F.

TÉLÉ ROUGE

bulletin du groupe la-pe-rouge radio-télévision
numéro spécial mars 75 3f



ortf: autopsie d'un combat

l'argent
le pouvoir
la télévision

la
télé
pense
pour vous



répression au Sénégal...

libération des
puissances politiques!

en
lutte
n°13

**QUATRIÈME
INTERNATIONALE**



SOMMAIRE:

LA CONFERENCE OUVRIÈRE
INTERNATIONALE

La défense du pouvoir d'achat
des travailleurs

E.MANDEL

Les attaques contre
les libertés syndicales

E.MANDEL

Les leçons essentielles
de l'expérience italienne

L.MAITAN

Les travailleurs immigrés
et l'unité ouvrière

A.UDRY

La lutte contre le chômage

D.BAILEY

James P. CANNON

éditorial

5ème semaine de lutte

RENAULT: LE TEST!...

« Dans le conflit Renault, le gouvernement va loin. Tout se passe comme s'il fermait toutes les issues possibles », c'est ainsi que Charles Silvestre commente dans « l'Humanité » la décision de la Direction d'ajourner les négociations prévues.

Faut-il s'en étonner ?

La lutte contre Dreyfus et l'Etat-patron se heurtait dès le début à forte partie. Et dès le début la question était clairement posée pour des dizaines de milliers de travailleurs de la Régie : quelle tactique, quelles formes de lutte pour développer le meilleur rapport de forces possibles ?

Aux militants révolutionnaires qui disaient : « Il faut unifier la lutte sur des revendications mobilisatrices (un seul taux : le maxi ; 300 F pour tous) ; il faut l'étendre », à ces militants, les directions syndicales disaient : « Pas d'aventurisme ! Développons une tactique de harcèlement, multiplions les coups d'épingle... »

Aujourd'hui, dans le même article, Silvestre vante la modération et la responsabilité des travailleurs : « le souci de la bonne marche de l'entreprise, nul ne l'a plus qu'eux. Depuis cinq semaines, il ne s'est pas manifesté un seul signe d'énerverment. Rien n'a été fait par leurs syndicats CGT et CFDT qui puisse provoquer la paralysie de la Régie... »

Comment mieux dire que — malgré la combativité des travailleurs — la tactique constante des directions syndicales a été de canaliser le mouvement pour éviter toute généralisation ?

Derrière cette modération, il y a le refus d'engager des luttes qui affaiblissent trop la position de Renault, entreprise « nationale » parce que nationalisée, sur le marché capitaliste. Il y a le refus d'une extension de la lutte risquant de déboucher sur une épreuve de force avec le gouvernement.

Faut-il vraiment s'étonner, si la direction a vu dans cette attitude non en encouragement à négocier, mais l'occasion de durcir son attitude ? 17 licenciés dont 3 délégués syndicaux, la petite porte des négociations brutalement fermée. La direction et le gouvernement entendant d'abord faire la preuve que la lutte ne paie pas. Quitte à lâcher du lest après. Plus tard...

Chirac poursuit dans la ligne dure adoptée pendant la grève de la Fonction publique : d'un côté il feint de prendre pour argent comptant les coups de gueule et les appels à l'action du PCF et de la direction de la CGT ; histoire de faire passer un petit frisson toujours payant d'anti-communisme... De l'autre il table sur le refus des directions syndicales de donner des perspectives centrales aux luttes ouvrières et il en profite pour passer à l'offensive.

Maintenant, les choses sont claires. Les directions syndicales ont tout fait depuis des semaines pour éviter l'épreuve de force. Le gouvernement les met au pied du mur, en ne leur laissant pas 36 choix : ou bien sonner la retraite en expliquant aux travailleurs du Mans qu'ils doivent rechercher une « forme de lutte plus souple » et aux autres que « la combativité est inégale » et qu'il faut en tenir compte ; ou bien doubler la mise et s'engager dans une grève générale sur l'ensemble de la régie, seule réponse ouvrière à la mesure de l'attaque. Une grève générale qu'ils ont toujours refusé de préparer...

L'enjeu de cette bataille ne concerne pas seulement ceux de Billancourt et du Mans. Ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui sont touchés par les licenciements, les fermetures d'usine, les réductions d'horaires et qui voient leur pouvoir d'achat amputé.

Un conflit à Renault, forteresse ouvrière à la veille du printemps 75, dans un contexte de regain des luttes ouvrières et lycéennes, ce pouvait être le point de départ d'une contre-offensive de l'ensemble de la classe ouvrière. A condition que les directions syndicales s'en donnent les moyens, ce qu'elles n'ont pas fait jusqu'ici.

L'issue de cette lutte concerne l'ensemble des travailleurs.

19.3.75

F.L.

Je désire prendre contact avec Rouge



NOM.....

ADRESSE.....

Age..... Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

10, Imp. Guilméde - Paris 4 -
téléphone 272 68 96 ou 272 68 82

hebdomadaire d'action communiste

PAIEMENT :
A L'ORDRE DE ROUGE

par avion : double à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 3 F et la dernière bande.

Directeur de publication
Henri Weber - Faire photos
les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction
IMPRIMERIE N.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS

Pour	la France		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	120	200	190	290
six mois	60	100	75	125
Abonnement pour les collectivités				
pli ouvert	France	étranger		
un an	100	120		
six mois	50	80		

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

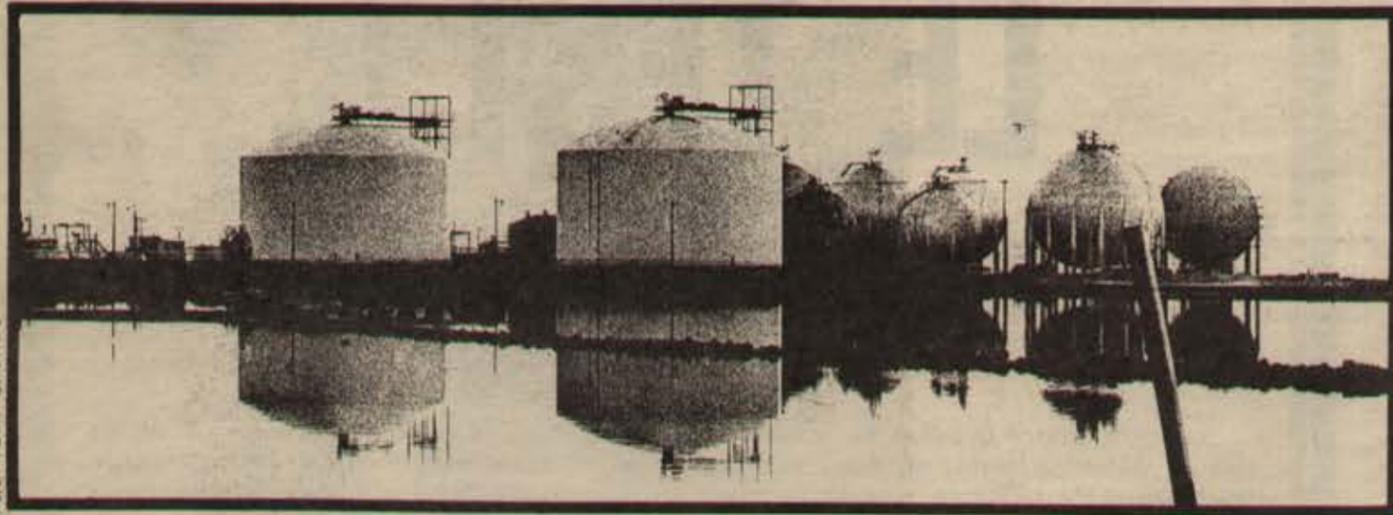
Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....

LES ENJEUX DE LA BATAILLE DES PRIX



A la fin de 1973, l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole) décidait une augmentation de 400 % du prix du pétrole. Cette décision n'est pas la cause de la crise économique qui s'est abattue sur le monde capitaliste en 1974 mais elle a modifié durablement les rapports de force et la stratégie des principales puissances impérialistes.

Voilà pourquoi il faut connaître, même de façon succincte, les enjeux des conférences et des réunions qui se tiennent actuellement (à Alger, à Paris et ailleurs).

Après avoir été multiplié par quatre, le prix du pétrole a baissé environ de 25 % en 1974. On est encore très loin du prix du début de 1973, puisqu'il faudrait seize ans à ce rythme pour que le prix relatif du pétrole revienne à son ancien niveau. Mais il s'agit tout de même d'une baisse significative.

POURQUOI CETTE BAISSÉ DU PRIX DU PÉTROLE ?

On peut y voir deux types de raisons :

● Après quelques mois d'effolement sur une éventuelle pénurie par épuisement des gisements connus, les pays impérialistes ont fait l'inventaire des gisements exploitables ailleurs que dans les pays membres de l'OPEP, en mer du Nord par exemple et des énergies de substitution. L'énergie et même le pétrole ne sont pas près de manquer sur la planète.

● Mais surtout, comme le dit joliment l'Expansion : « pour faire baisser le prix du pétrole, l'Occident n'a pas mobilisé ses soldats. Il a levé une armée de 15 millions de chômeurs dont la présence muette et involontaire a suffi pour retourner le marché ». C'est dire que la crise économique a réduit spontanément la consommation de pétrole des entreprises et des consommateurs individuels.

Toute reprise de l'activité économique entraînera inmanquablement un accroissement de la demande de produits pétroliers et donc un nouveau retournement en faveur des pays producteurs.

QUELLE STRATEGIE POUR LES PAYS PRODUCTEURS ?

Réunis à Alger il y a quinze jours, les pays de l'OPEP ont cherché à se mettre d'accord à la fois sur l'évolution à venir du prix du pétrole et, pour le maintenir à un niveau satisfaisant, sur une réduction de la production répartie entre tous les producteurs. Le résultat

de cette conférence n'est pas complètement satisfaisant pour eux car ils sont diversement touchés par la baisse : les pays qui se sont lancés dans un vaste programme d'industrialisation (comme l'Algérie et l'Iran) cherchent à préserver leurs ressources indispensables ; et d'autres (comme le Koweït) cherchent d'abord à garantir un capital financier de plus en plus gros contre l'inflation.

Ce qui doit être souligné, c'est que toutes les équivoques sont levées sur une éventuelle convergence entre l'OPEP et la lutte anti-impérialiste des peuples du monde. La défense du statu quo actuel est tout-à-fait indispensable à l'OPEP qui se contente, à chaque occasion, d'une allusion aux souffrances des « pays pauvres » qu'elle prétend de surcroît représenter. Il n'est pas étonnant de voir les pays dits socialistes saluer en Boumediène un digne représentant de la lutte anti-capitaliste et l'Humanité reprendre à son compte ses déclarations à la dernière conférence d'Alger. Pour des militants révolutionnaires, l'existence d'intérêts divergents entre les USA et l'OPEP ne sauraient servir à escamoter le rôle des nouvelles bourgeoisies du Moyen-Orient.

LES CONSEQUENCES FINANCIERES ET LA BAISSÉ DU DOLLAR

L'argent des pays pétroliers, où est-il passé ? les émirats n'ont pas acheté les Champs-Élysées ni la Général Motors comme ils en avaient pratiquement les moyens.

Dès 1974, les producteurs de pétrole ont utilisé une part plus importante que prévue de leurs revenus à acheter des équipements et des armes. En 1974, le Moyen-Orient a absorbé 65 % des armes vendues dans le monde contre 28 % seulement en 1971. En quelques mois, l'Iran s'est doté d'un matériel militaire qui fait de son armée la troisième du monde et le chef de la mission militaire américaine à Téhéran, le général D. Brett, assiste directement le Shah.

Sur 110 milliards de dollars de recettes, en 1974, les pays de l'OPEP ont réussi à en dépenser 50 milliards. Leurs placements financiers correspondent au reste soit 60 milliards et, comme le pétrole est payé en dollars, ce sont les dollars que les émirats placent dans les banques et les bourses : les pétrodollars.

Si les pays pétroliers se font payer en dollars, c'est que, depuis 1971 et le flottement général des monnaies, l'importance du dollar comme instrument de paiement international n'a fait que croître. Il y a à cela des raisons techniques : le flottement, c'est l'instabilité permanente des taux de change des monnaies entre elles. Il y a donc tout intérêt à stipuler les paiements dans une seule et même monnaie, pour éviter les conséquences du flottement et des raisons politico-économiques : la place de l'impérialisme américain dans le monde.

Toute l'année 1973, le dollar s'est déprécié par rapport aux autres monnaies en raison de la crise politique qui paralysait relativement la Maison Blanche et d'une volonté délibérée des USA de favoriser, grâce à la dévaluation de fait de leur monnaie, leurs propres exportations.

Après le relèvement des prix pétroliers, la valeur relative du dollar s'est mise à monter jusqu'à ces dernières semaines. La hausse du dollar au début de 1974, c'est d'abord la preuve que les USA sont moins que la plupart des autres pays impérialistes, atteints par les conséquences économiques de la hausse du pétrole, contrairement à ce qu'avancent les admirateurs de l'OPEP, au PCF ou ailleurs. Cette hausse du dollar est aussi la conséquence technique d'une forte demande de dollar par les pays importateurs de pétrole pour payer les producteurs.

Un nouvel effondrement du dollar s'est produit depuis quelques semaines : les tentatives de relance aux USA ont amené les banques américaines à réduire énormément leurs taux d'intérêts, ce qui a découragé les détenteurs de capitaux de les placer aux USA. De façon plus générale, il semble que les autorités américaines, exprimant les intérêts actuellement dominants aux USA, soient relativement indifférentes à ces problèmes de parité du dollar — dans certaines limites évidemment. Sur les 58 milliards de dollars dépensés par les banques centrales depuis 18 mois pour maintenir la stabilité des différentes monnaies, 1,8 milliard seulement ont été dépensés par la Fed, Res. Bank des USA. Il semble en outre que le peu de réserves en devises étrangères de la Fed, ne lui permette pas d'autre alternative.

Instabilité accrue, rôle dominant quoique de plus en plus mal maîtrisé des USA, voilà ce qui ressort aujourd'hui du système monétaire international.

VERS UNE STRATEGIE UNIFIEE DES PAYS IMPORTATEURS DE PETROLE LE PRIX PLANCHER

Après avoir gémi pendant des mois sur la hausse du prix du pétrole, le gouvernement des USA semble avoir fait volte-face de la façon la plus déroutante en proposant que soit fixé un prix plancher de l'énergie, c'est-à-dire un prix minimum en dessous duquel aucune énergie ne pourrait être vendue.

Il ne s'agit pas d'un retournement de la situation. Ce qui inquiète les USA, ce n'est pas le prix élevé du pétrole, mais que la fixation de ce prix leur échappe. Un prix élevé désavantage encore beaucoup plus les autres puissances impérialistes (Europe, Japon) que les USA qui profitent en outre des placements financiers des pays producteurs. Pour autant la ponction opérée par les rentiers du pétrole sur le total de la plus-value que se partagent les capitalistes à l'échelle mondiale n'est pas négligeable, y compris pour les USA. Mais cette question est d'une importance mineure relativement aux conséquences d'une instabilité prolongée du prix de l'énergie : comment rentabiliser demain les immenses investissements que vont réaliser — avec l'aide de l'Etat — les grands trusts de l'énergie atomique ou autre, comment organiser, planifier des investissements qui sont en passe de devenir un débouché essentiel pour le capital accumulé dans les pays impérialistes ?

Voilà pourquoi les USA souhaitent aujourd'hui la fixation d'un prix plancher. Ce prix plancher serait très défavorable aux pays qui, comme la France, achètent une grande partie de leur énergie, et favorable à ceux qui produisent tout ou partie de l'énergie qu'ils consomment.

Mais ce prix plancher suppose, pour être appliqué, que soient résolus de nombreux problèmes aujourd'hui insurmontables : comment contrôler le prix de l'énergie produite et consommée dans un même pays, comment contrôler le prix facturé pays par pays, source d'énergie par source d'énergie ? En quelle monnaie évaluer ce prix plancher puisqu'aussi bien, le flottement généralisé de toutes les monnaies est un fait ?

Il est possible toutefois que les USA réussissent à extorquer aux autres pays industriels la promesse qu'ils n'achèteront pas de pétrole en dessous d'un prix convenu.

Encore faudra-t-il, avant de conclure, savoir quel prix plancher. Un tel accord marquerait une étape dans une conjoncture économique un peu plus favorable aux USA qu'avant 1973. Mais, outre qu'il n'est pas sûr qu'ils y parviennent, un tel accord n'aurait pas grand chance de durer. Moins que jamais l'impérialisme américain ne peut envisager d'ordonner le monde autour de sa puissance comme en 1945. L'affaiblissement relatif des autres pays industriels, beaucoup plus qu'une nouvelle ère de domination, ouvre une période sombre pour l'ensemble des pays occidentaux.

QUE D'OMBRES !

La discussion autour des rapports syndicats-partis vient d'être alimentée par un numéro spécial de la revue confédérale « CFDT-Aujourd'hui » (mars-avril 1975). De l'histoire d'un débat dans la CFDT aux rapports partis-syndicat en Italie, en passant par l'analyse des conceptions du militantisme politique et syndical dans l'entreprise, il vise à fournir aux militants les pièces essentielles du dossier.

En fait, loin d'ouvrir et de clarifier la discussion en cours, il n'y apporte qu'un seul éclairage, celui du Bureau National (ainsi a été refusée la publication du document de la fédération Hacuitex). Disons-le tout net : que d'ombres dans le tableau, que de confusion sciemment ou inconsciemment répandue !

Quand la CFDT réécrit l'histoire

L'histoire des rapports syndicats-partis est analysée au travers de trois grands modèles : travaillisme (dépendance du parti par rapport au syndicat), syndicalisme révolutionnaire (concurrency entre parti et syndicat) et léninisme (soumission du syndicat au parti). La présentation qui est donnée du léninisme est particulièrement éclairante quant à la méthode employée.

Qu'est-ce que le léninisme ? Une théorie de l'actualité de la révolution et de ses conséquences (qui va faire la révolution ? comment s'y préparer ?) ? Une théorie mise en œuvre lors de la première révolution prolétarienne victorieuse dans l'histoire de l'humanité ? Allons donc ! C'est un schéma hérité de Kautsky affirmant que l'action syndicale est corporatiste et conduisant à la nécessité de soumettre le syndicat au parti... Ainsi « le schéma léniniste n'est-il pas forcément lié à une conception révolutionnaire. Un parti réformiste peut également adopter la conception de la courroie de mission... C'est donc un modèle reproductible et effectivement reproduit parce que c'est un modèle doctrinal »...

Ayant ainsi réglé son compte au léninisme après l'avoir ramené au niveau d'une idéologie de prisunic

couplée à quelques « trucs » organisationnels passe-partout, on peut tranquillement, paisiblement, faire l'impasse sur tous les débats essentiels qui ont marqué le mouvement ouvrier depuis 50 ans : la trahison de la social-démocratie en 1914, Octobre 17 et les soviets, le stalinisme et la dégénérescence de l'Etat soviétique... Sans doute, pour CFDT-Aujourd'hui ne s'agit-il là que de vulgaires péripéties. Et, d'une plume légère, on fait de Georges Marchais un pur enfant de Lénine, et des relations PCF-CGT le modèle achevé de la conception léniniste des rapports syndicat-parti...

Après cela, le traitement infligé aux organisations d'extrême-gauche, c'est à dire à la Ligue Communiste, passerait presque pour péché véniel. Une citation de la plaquette publiée par la L.C. en 1970, un extrait d'une résolution de son 2ème congrès (1971) suffisent à instruire le procès de cette organisation. A-t-elle publié en 1972 à la demande du secteur politique de la CFDT une brochure sur les relations partis-syndicats (La Ligue Communiste répond à la CFDT) ? Pour CFDT-Aujourd'hui ce serait sans doute pousser l'honnêteté politique et intellectuelle trop loin que d'en donner une seule citation, d'autant plus que le but de la brochure était précisément de répondre aux attaques dont la Ligue était l'objet.

Sans nous attarder plus longtemps sur ce point (1), relevons en passant un aveu de taille : sous couvert de la pratique trotskyste, CFDT-Aujourd'hui condamne le militantisme politique et syndical s'exerçant prioritairement dans l'entreprise (à l'opposé par exemple de « la double action syndicale dans l'entreprise et politique à l'extérieur de l'entreprise ».

Les conditions de l'autonomie syndicale

Contrairement au léninisme, le travaillisme et le syndicalisme révolutionnaire sont liés à une expérience localisée et ne peuvent être reproduits tels quels. Ils ont montré leurs limites (le travaillisme) ou échoué (le syndicalisme révolutionnaire). Il faut donc chercher une quatrième voie définie par l'autonomie des syndicats par rapport aux partis et dans laquelle, selon CFDT-Aujourd'hui, la confédération serait engagée.

On ne trouvera personne en France pour mettre en cause la nécessaire autonomie des syndicats par rapport aux organisations politiques. Le véritable débat porte donc sur les conditions de l'autonomie. Là encore, la démarche adoptée par les rédacteurs de CFDT-Aujourd'hui se caractérise par un mélange d'empirisme et d'idéalisme. Deux conditions devraient garantir cette autonomie :

1) Le non-cumul des mandats politiques et syndicaux à tous les niveaux ;

2) « Une véritable autonomie de pensée », ce qui suppose une formation de militants assurée en toute indépendance par rapport aux courants « extérieurs ».



La « stratégie du souhaitable » et la « stratégie du possible »

La sensibilité de nombreux militants CFDT à la question de l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux trouve son explication dans l'histoire de la centrale (le poids du MRP après la Libération), mais plus encore dans le pouvoir que représente la main-mise bureaucratique du PCF sur la CGT. Pourtant, la conscience que cette garantie n'en est pas vraiment une se développe : les rédacteurs de la revue sont eux-mêmes obligés d'en convenir, lorsqu'ils rappellent que B. Frachon et G. Monmousseau, dirigeants de la CGT, ont pu abandonner un temps leurs postes au Bureau Politique du PC sans que cela ait grandement changé leur position, puisqu'ils continuaient à assister à ses réunions.

Quant à l'autonomie de pensée, ses fondements sont pour le moins peu clairs. Il est écrit : « Si l'organisation s'efforce d'analyser la réalité économique, sociale et politique, à partir de l'expérience de la masse des travailleurs, elle sera à même d'élaborer des revendications, des perspectives, des objectifs, un projet qui, à la fois, correspondra aux attentes et sera compris ». Si l'on entend par là la capacité de l'organisation syndicale à réaliser la synthèse de ce qui est vécu par les travailleurs, la confrontation avec les analyses sur les causes et les expériences accumulées par le mouvement ouvrier, la capacité d'en tirer des propositions aptes à porter la compréhension et l'action à un niveau supérieur, nous sommes d'accord. Mais dans ce cas, on reconnaît qu'il n'y aura pas une lecture, mais deux ou plusieurs, renvoyant à des stratégies (et à des conceptions théoriques) différentes.

Par contre, croire que le seul regard porté sur « l'expérience de la masse des travailleurs » permet une analyse sérieuse, par exemple, de la crise actuelle du capitalisme ou de la politique de la bourgeoisie française, c'est faire sienne une conception idéaliste du va-et-vient entre la pratique et la théorie, ou se condamner à l'éclectisme. Il en est de même pour la formation que doit

Refuser le syndicat-courroie de transmission suppose de référer de

manière claire le type de formation donnée à l'orientation défendue par l'instance syndicale qui dispense cette formation et la confronter aux autres conceptions présentes dans l'organisation. Il y aura donc nécessairement plusieurs types de formation.

Toute autre conception de l'autonomie revient à imposer l'impérialisme du courant idéologique (et politique) dominant. Aujourd'hui, celui de la direction Maire.

Une brochure pour armer qui ?

En présentant les différentes conceptions existantes sur les rapports syndicats-partis, la direction de la CFDT vise à se situer dans le camp des non « dogmatiques » et à se prévaloir de l'héritage du syndicalisme révolutionnaire dans ce qu'il avait de positif, à savoir l'autonomie.

De fait, l'idéologie développée relève d'une tradition empirique qui, comme le travaillisme et le syndicalisme révolutionnaire, est le fruit de l'histoire de la centrale dans des conditions données de la lutte de classe.

Mais ce qui définit l'orientation de la direction CFDT, bien plus que la référence à l'autonomie, c'est la perspective réformiste de répartition des fonctions entre le syndicat qui mobilise les travailleurs et le parti qui gouverne. D'un côté l'autonomie engagée d'Edmond Maire, de l'autre la stratégie du possible de François Mitterrand. Le but de ce numéro de CFDT-Aujourd'hui est de fonder idéologiquement la cohérence de cette position. Ainsi comprend-on mieux les silences ô combien éloquentes faits autour de tout ce qui peut la remettre en cause : par exemple, l'expérience des conseils ouvriers, dans la perspective auto-gestionnaire, ou l'affrontement au sein de la confédération de plusieurs stratégies politiques.

Félix LETARDIF

(1) La L.C.R. publiera prochainement une nouvelle brochure sur les diverses conceptions des rapports partis-syndicats.



AU-DELA DES MOTS...

« Situation confuse à la Régie Renault » disent les uns. « Situation bloquée » répond l'écho. « Absurde, démentiel » dit la direction de Renault parlant des 250 F pour tous avancés au Mans. « Scandaleux, inadmissible » répondent les dirigeants de la C.G.T. pour qualifier l'attitude de la direction.

Le matraquage de la presse bourgeoise vise à confirmer les déclarations de Chirac selon qui Renault serait le champ clos d'affrontements voulus par le P.C., que les travailleurs suivent en spectateurs ce conflit dont l'enjeu est leur emploi.

LA SITUATION REELLE

La première caractéristique est la différence de combativité d'une usine à l'autre: très forte au Mans, elle est sensiblement moins élevée ailleurs.

Au Mans, les travailleurs ont coulé les cadences à la suite des réductions d'horaires imposées aux ateliers de montage (50 % de réduction). Tous les ateliers sont dans la bataille, fabrication et montage.

Ailleurs, si la combativité est plus faible, elle n'est pas inexistante: son niveau dépend en grande partie de la tactique suivie par les directions syndicales. Mais les meetings et les débrayages sont cependant nombreux et suivis, notamment à Cléon et Sandouville lorsque fut annoncé le chômage technique.

Autre élément de la situation: la direction de Renault avait sous-estimé la combativité des travailleurs du Mans et de Billancourt. A Billancourt, elle avait espéré une rapide reprise du travail en lâchant des miettes. Ce ne fut pas le cas et c'est l'absence d'une perspective de généralisation qui avait eu raison de la détermination des travailleurs.

Aujourd'hui, au Mans, la direction change de tactique et emploie la fermeté: chômage technique et réductions d'horaires. Ceci vise à dissuader ceux qui voudraient se lancer dans la bataille et à isoler les travailleurs du Mans en les faisant passer pour les responsables des pertes de salaire.

VERS DES NEGOCIATIONS ?

La fermeté de la direction a des limites qui lui sont imposées par sa position de « premier vendeur de voitures en Europe ». La Régie vient de lancer à grands renforts de publicité une R5 TS (la plus chère des petites voitures: 2 millions anciens la pièce) et une R30 (au moins 3,5 millions anciens, excusez du peu !). Pour les vendre, il faut qu'elles soient produites... De plus les récentes déclarations de Dreyfus au Salon de Genève et de Fourcade à R.T.L. indiquent peut-être une ouverture de négociations. Selon Fourcade, « 500 millions, c'est démentiel, 200 ça se discute ». Pourquoi avoir attendu si longtemps ? Les attitudes de la direction Renault indiquent d'une certaine façon les limites qu'elle entend fixer aux

négociations éventuelles. Mais surtout, comme en 1971 et 1973, Dreyfus a agi en sorte que tout le patronat n'ait pas à subir des grèves et à procéder à des reculs. Si les travailleurs de Renault se battent pour tous les ouvriers, Dreyfus se bat pour tous les patrons.

Il est donc clair qu'une lutte généralisée de tout Renault aurait pu être décisive.

LA RESPONSABILITE DES DIRECTIONS SYNDICALES

Mais les dirigeants syndicaux, ceux de la C.G.T. notamment n'ont pas voulu de cela et n'ont rien fait qui semble nuire aux « intérêts de l'entreprise nationale ». Ouin, le secrétaire général de la Régie, les accuse de conduire Renault à sa perte. « Pas du tout » répondent les responsables syndicaux: « les 250 F, c'est au Mans ». Ailleurs, la C.G.T. « a mis au point une plate-forme globale » dont les travailleurs ne savent rien. « L'Humanité » du 14 mars indique que la C.G.T. se propose de « négocier sur une fourchette de 150 à 200 millions de nouveaux francs ». Les voilà donc partis dans les négociations d'une masse salariale, eux qui juraient il y a peu qu'on ne les y prendrait pas !

A cela, il faut ajouter les discours. Lorsque les révolutionnaires proposent une généralisation de la lutte, ils répondent par des discours et déclarations combattifs dans le style « C.G.T. à la tête des luttes »; c'était le côté pile. Mais côté face, ils se sont opposés à des luttes d'ampleur à Billancourt et à Cléon. Ils ont cassé les grèves du 77 et du 38. Maintenant, ils appellent à une « semaine d'actions », à des délégations et prises de parole. Ce comportement entraîne une dégradation du rapport de force. Ils se vantent d'avoir trouvé « des formes de lutte qui entraînent des pertes de production minimales ».

Petit os tout de même: une journée de cadences réduites au Mans a plus d'efficacité que les délégations chez Chirac ou Durafour ou encore qu'une promenade de dirigeants syndicaux sur les Champs-Élysées.

Si les directions syndicales portent la lourde responsabilité de n'avoir pas conduit la lutte à sa victoire, elles n'ont pas pu empêcher les travailleurs du 77 de réclamer encore hier 300 F pour tous ni ceux du Mans de maintenir leur exigence de 250 F, avec l'appui de tous les syndicats sur le plan local. Les travailleurs de Renault n'acceptent pas l'austérité.

18-3-75
Correspondant

DERNIERE MINUTE

Débrayages et manifestations aujourd'hui 18 mars à Billancourt. Les débrayages de 2 heures étaient loin d'être massifs: la mauvaise humeur commence à se manifester contre une tactique syndicale qui ne semble pas à la hauteur de la situation. Dreyfus a encore reporté la date des négociations. Motif: il veut le calme et la reprise du travail au Mans.

Quant à la manifestation appelée par les UD-CGT et CFDT des Hauts-de-Seine, elle a regroupé 5.000 manifestants. Mais Renault n'apparaissait pas comme l'élément combatif.

Renault
Sandouville :
Les
7 et 14
mars,
meetings
et manifestations
dans l'usine.



CHAUDS POINTS-CHA



SANDOUVILLE : COMBATIVITE INTACTE !

Il y a quinze jours, sur la lancée de la grève des OP Presse, l'agitation avait gagné toute l'usine où de nombreux débrayages sectoriels eurent lieu. Notamment, le vendredi 7 mars, ou, à l'annonce de la première journée de lock-out, 2500 à 3000 travailleurs cessaient le travail. Ce jour-là, aucune voiture ne sortait des chaînes de Sandouville.

Et cela, contre la volonté de la CGT, débordée par la généralisation des débrayages qu'elle voulait maintenir sectoriels.

La semaine dernière la CGT refusait d'organiser le moindre débrayage, malgré les réductions d'horaire. Et une certaine démobilisation existait.

Mais l'annonce de la deuxième journée de lock-out de lundi dernier relançait la mobilisation, le vendredi après-midi. A la tôlerie, la CGT proposait un arrêt de 2 heures: 50 grévistes au départ, mais rapidement le nombre s'accroît; les deux chaînes de ferrage de la tôlerie étant immobilisées. Nouvelle AG: la CGT maintient sa proposition: arrêt de 2 heures en restant dans l'atelier bien sagement. Aucune perspective n'est avancée. La CFDT, quant à elle, propose d'aller défilé dans tous les ateliers, notamment en sellerie et en peinture, les secteurs les plus chauds. A l'unanimité cette dernière proposition est votée.

Au bout de 2 heures de défilé dans la boîte, extrêmement combatif (« la Régie peut payer ! »), le cortège regroupé près de 2000 travailleurs ! Et cela, malgré les provocations répétées de la maîtrise, bousculant des délégués, tentant de leur arracher la sono; ou encore prenant des grévistes par le bras pour les conduire à leur poste. Quant à leur bourrage de crâne sur le fait que « tout ferait de la faute des travailleurs du Mans », le moins qu'on puisse dire est qu'il n'avait aucun effet ! Surtout que tout le monde sait qu'il reste encore deux jours de stock de pièces venant du Mans !

Le meeting qui termine le défilé propose l'arrêt de travail jusqu'à la fin de poste, proposition commune CGT-CFDT qui est votée à l'unanimité.

Combativité intacte donc à Sandouville, où les propositions des militants révolutionnaires sont souvent reprises. Contre le chantage de la direction la lutte continue !

Correspondant Sandouville

CGCT-ITT : GREVE DES TRAVAILLEURS DE L'AGENCE DE PARIS

Après plus de deux semaines de grève, les 300 travailleurs qui assurent l'installation et le dépannage des centraux téléphoniques privés (entreprises, hôpitaux) dans la région parisienne, ont suspendu la grève.

Soutenus par les sections syndicales CGT-CFDT-FO, ils luttèrent contre des salaires de misère (1.425 F pour un OS 2!), contre l'anarchie des salaires (720 F d'écart dans la catégorie P.2, coeff. 184!), contre des conditions de travail intolérables installations dans des sous-sols humides, sans aération. Ils réclament:

- Pas de salaire inférieur à 1.700 F
- 200 F d'augmentation pour tous
- Suppression des différences de salaires dans une même catégorie
- Echelle mobile des salaires suivant l'indice CGT
- réduction d'une heure par jour dans le cas de travail dans des locaux insalubres.

Les chantiers de province ayant rejoint le mouvement, la direction de la CGCT s'est empressée de leur accorder l'indemnité de déplacement déjà acquise à Paris ce qui correspond à 150 à 300 F d'augmentation. Elle s'est ensuite montrée intransigeante face aux grévistes de Paris: elle n'entendait pas laisser s'élargir la brèche ouverte. Le soutien financier, un débrayage de solidarité (trop limité) lundi, n'ont pas suffi pour la faire céder. Elle prétend imposer aux travailleurs une grille de salaires qui en moyenne représente une revalorisation de 3% avec dix taux par catégorie !

Ce qui est important pour la suite, ce qui permettra d'éviter le découragement et de poursuivre la lutte, c'est la façon démocratique dont celle-ci a été conduite: toutes les décisions étaient prises en assemblée générale; grève reconduite toute les 48 heures; 11 délégués des grévistes participant aux négociations avec deux représentants par organisation syndicale; fonctionnement de commissions; occupation du central téléphonique; contacts avec la province, propagande, solidarité financière. Les travailleurs restent mobilisés; ils ont décidé de se réunir régulièrement afin de briser leur isolement sur les différents chantiers.

Correspondant

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS : RAS-LE-BOL CHEZ LES AGENTS

Cela couvait depuis plusieurs mois: conditions de travail de plus en plus pénibles, caporalisation, tâches trop



UDS POINTS-CHAUDS

lourdes, effectifs insuffisants, problème des auxiliaires. La rationalisation économique tentée par le grand capital tend à faire des agents du fisc des agents directs de la politique économique et financière du gouvernement. La reprise en main sur Paris est très nette.

A la direction des Services Fiscaux de Paris Nord-Est, on a été nommé un nouveau directeur — qui a voulu nous jouer la carte de la « concertation » — les personnels en ont marre. Ils n'ont pas hésité, malgré leur caractère peu combatif en période normale, à envahir, le mercredi 26 février, à 500, les couloirs de leur direction afin de soutenir les négociateurs syndicaux (CGT, CFDT, FO et Syndicat autonome), sur des points précis, pour lesquels la direction a partiellement cédé.

L'affaire inquiète jusqu'au ministre Fourcade qui a rappelé de Cannes où il était en séminaire, le directeur général. Nous avons obtenu satisfaction partielle.

Nous ferons la preuve que la lutte paye.

Correspondant D.G.I.

Le 20 mars à 20 h 30, la Mutuelle nationale des agents de la Direction générale des Impôts (mutuelle d'essence syndicale CGT) organise au Théâtre Romain Rolland, 18 rue Eugène Varlin à Villejuif, une soirée cabaret avec en première partie Théâtre « Une si belle amitié » de R Gerbal.

Avec Armand Mestral, Jean Mauvais, François Lanou.

Et en deuxième partie : Recital Mouloudji.

Prix unique : 15 F. Dilets en vente au théâtre.

IMMIGRES : UN « NEGRIER » DEVANT UN TRIBUNAL

Le 14 avril, à Troyes, se tiendra la 2^e audience du procès d'un patron « négrier » (Voir « Le Monde » du 6.3.75, « Libération-Champagne » du 5.3.75).

Celui-ci comparait en justice pour trafic de main-d'œuvre immigrée : il s'agit de l'entreprise Silvério.

Pour la première fois en France, des immigrés osent envoyer leur patron devant un tribunal.

La 1^{re} audience a eu lieu le 4 mars. L'entreprise aux abois se défend comme elle peut en rejetant la responsabilité sur un agent recruteur et sur l'administration.

Il est important que ce « négrier » soit condamné à l'issue de cette 2^e audience et, à travers lui, toute la politique d'immigration.

Le comité de soutien appelle à une souscription pour régler les nombreux frais engagés pour la popularisation de cette lutte et la mise en accusation du patron.

Le comité de soutien

Versements à adresser à M.R.J.C. C.C.P. 14.86 76 E - Châlons-sur-Marne. Avec la mention : Pour le comité de soutien aux travailleurs Mauriciens.

LANG : POUR VAINCRE, ETENDRE LE MOUVEMENT

La direction de cette imprimerie a décidé de licencier 135 travailleurs de l'offset à la fin du mois. A cela s'ajoutent des modifications d'horaires entraînant la perte de la majoration pour heures supplémentaires et le chômage partiel (32 voire 24 heures par semaine).

Cette situation n'a pas été acceptée à l'offset ou il y a maintenant grève avec occupation des ateliers. Le mouvement parti des rotativistes a gagné la quasi-totalité des travailleurs de ce secteur.

Mais la direction de Lang semble ignorer cette lutte : elle confirme les 135 licenciements et en prévoit 150 supplémentaires. En outre, elle déclare ne pas pouvoir garantir les 40 heures hebdomadaires dans les autres ateliers. L'inquiétude et le mécontentement ont gagné les autres services et notamment les secteurs typo et hélio.

Déjà la typo, depuis le 18 mars, les travailleurs s'organisent pour effectuer tout le travail mais ne pas le remettre à la direction.

Comme les ateliers de montage offset sont en grève, tous les travaux de la typo terminés sont expédiés et stockés au montage et à la copie offset par le comité de grève.

La question qui vient est celle de l'extension de la lutte à l'ensemble de l'entreprise. Mais ce ne semble pas être le projet des responsables syndicaux (FFTL-CGT). Ceux-ci tergiversent, proposent une politique de harcèlement qui ne peut avoir raison de la détermination patronale. Un débrayage de trois heures, une délégation au ministère de l'Industrie ou une manifestation de quelques centaines de travailleurs ne modifient pas les positions patronales.

Il est plus que temps que les responsables syndicaux entendent les propositions formulées par certains travailleurs en AG ou également par la « Taube rouge » à savoir : grève avec occupation de toute l'entreprise. C'est une mesure à prendre avant que Lang n'ait songé à l'arme du lock-out ou avant qu'il ait pu envoyer ses travaux à l'extérieur.

Dès maintenant, les travailleurs de l'offset en grève veulent contrôler et organiser leur lutte.

Ils ont mis en place un comité de grève ou les délégués siègent avec des travailleurs de chaque service élus.

C'est la voie à suivre. Il faudra que Lang cède.

Non aux licenciements ! Non au chômage technique ! Salaire garanti sur la base de 40 heures !

Correspondant



L'ENJEU AU « PARISIEN LIBERE »

Amaury est un patron de presse : le Parisien Libéré, Carrefour, Points de Vue Images du Monde, l'Equipe, etc... C'est aussi un patron de combat, à la pointe même du combat entre les patrons et les ouvriers de presse.

Dans son groupe, Amaury projette de grandes transformations. D'abord il veut fermer ses installations de Paris pour les transférer à St-Ouen. Ensuite, il entend se placer à la pointe du progrès en investissant dans du matériel moderne. Quant aux rapports avec son personnel, Amaury prend pour références les imprimeries des journaux de province. Les salaires sont établis sur la base de 36 heures effectives par semaine, portant « sur tous les travaux relevant de la catégorie concernée ». Dans tous les cas, le transfert à St-Ouen s'accompagne d'une diminution des effectifs. Tout cela fut mis sur le papier, il y a un an, dans un memento rédigé par le secrétaire général des services techniques du Parisien Libéré.

Quand Amaury entend prendre du matériel moderne, cela se traduit par de difficiles questions de recyclage des travailleurs. Mais surtout cela lui donne la possibilité, notamment en composition, d'employer un personnel non qualifié, donc moins cher. Là où il y avait des typos et des linotypistes, il y aura une dactylo et un ordinateur.

Quand Amaury parle d'établir les salaires sur la base de 36 heures effectives, les ouvriers de presse comprennent que c'est la mort des services (ce que l'on appelle ailleurs des vacations) au cours desquels ils ne travaillent que pour le journal. Le projet d'Amaury vise à rentabiliser au plus vite le matériel et les hommes en imposant qu'en plus du journal, les travailleurs produisent d'autres publications. Ceci revient à annuler les annexes techniques aux Conventions collectives, dans lesquelles sont prévus les effectifs, la durée et la nature du travail pour chaque poste à pourvoir en presse, en fonction du tirage et de la pagination : pour tant de signes, tant de linos, pour tant de pages tant de typos, pour tel tirage, tel effectif sur les machines. Par ce biais, la F.F.T.L. contrôlait les embauches en presse. C'est précisément cette contrainte que rejette Amaury.

Du côté syndical, l'affaire Amaury est de taille et présente de nombreux dangers. Si les patrons de la presse parisienne se débarrassent du contrôle syndical sur le placement des ouvriers de presse, alors tout un aspect de la vie syndicale s'effondre. C'est la conséquence d'un syndicalisme « alimentaire » où l'on prenait sa carte pour pouvoir travailler. A partir du moment où les patrons de presse pourraient embaucher directement, le taux de syndicalisation (90 à 100 %) tomberait très vite.

En outre, le matériel moderne permettant l'appel à une main d'œuvre non spécialisée, que deviendrait la structure corporatiste (en chambres de métiers) de la F.F.T.L. ? Elle n'aurait plus aucun sens et le cloisonnement entre typos, rotativistes, correcteurs, etc... volerait en éclats, affaiblissant du même coup l'hégémonie d'une bureaucratie réformatrice apparemment inamovible.

Enfin, si les ouvriers de presse se voient contraints de faire à la fois la production de journaux et la production d'autres imprimés, c'en est fini de la séparation entre presse et labeur. Or c'est aussi sur ce cloisonnement que reposait l'hégémonie réformatrice dans la F.F.T.L., d'autant mieux supportée par les travailleurs de la presse que ce cloisonnement coïncidait avec des avantages sociaux relativement importants.

N'ayant que très peu mobilisé les travailleurs du labeur pour la défense de leur emploi, les bureaucrates de la F.F.T.L. voient grandir un mécontentement qui les remet en cause. S'ils perdent la bataille en presse contre Amaury, ils tomberont à brève échéance.

Mais du même coup, c'est un affaiblissement de toute la fédération du livre et du rapport de force entre patrons et ouvriers dans l'industrie graphique qui est la menace la plus grave. C'est cela qu'il faut avoir en vue.

Pour l'instant, la lutte reste limitée au Parisien Libéré. Si elle ne s'étend pas à toute la presse, si la jonction n'est pas opérée avec les luttes actuelles du labeur (Lang notamment), c'est une défaite qui s'annonce car tous les patrons de presse seront convaincus qu'ils peuvent marcher sur les traces d'Amaury. Raison de plus pour entreprendre la bataille générale pour la garantie de l'emploi et le maintien des avantages acquis. Mais cela aussi risque de faire sauter la puissante bureaucratie de la F.F.T.L... mais en renforçant la position des travailleurs !

* F.F.T.L. : Fédération française des travailleurs du livre (C.G.T.).

A. VALLON

LES PERIPETIES D'UNE LUTTE

Côté patronal, les grands moyens sont employés : suppression du grand format du Parisien Libéré, suppression d'éditions régionales et 400 licenciements ou démantèlement de la convention collective et de ses annexes techniques et 150 licenciements.

C'est le choix offert aux travailleurs. La FFTL veut protester par un communiqué dans les colonnes du Parisien. Amaury refuse, déclare que la FFTL est seule responsable des licenciements et le député UDR Julia s'insurge contre les atteintes à la liberté de la presse. Grève, occupation de l'imprimerie fermée par Amaury. Pendant ce temps, à St Maur, une imprimerie de labeur imprime une édition pirate du Parisien. Une délégation forte de 300 travailleurs fera cesser l'opération. Amaury récidive et fait imprimer « Journal du Val d'Oise »

à l'imprimerie Allais à Rouen. La composition est faite en Belgique, les films amenés à Roissy étaient livrés par des motards de la police. Quant à l'imprimerie, elle travaillait sous la chaude protection des flics. Ce « Journal du Val d'Oise » remplaçait « Val d'Oise matin », deux éditions ont vu le jour. Une troisième a été interceptée par les travailleurs aux alentours d'Evreux. Depuis, une mobilisation de la section rouennaise de la FFTL a fait renoncer l'imprimerie Allais à travailler pour Amaury.

A Paris, la FFTL s'excuse auprès des lecteurs du Parisien : « Vous ne trouverez pas dans les kiosques ni le grand format du Parisien Libéré, ni ses éditions régionales... C'est la faute à Amaury ». S'excuser que ce torchon ne paraisse pas !



L.C.R.

UN DEBAT DIFFICILE MAIS NECESSAIRE



Kagan

A son congrès d'Amiens, le PSU a montré une unanimité retrouvée après le départ de Rocard. Mais cette unanimité a été aussi le prix d'ambiguïtés non discutées alors que le départ de Michel Rocard lui-même appelait une clarification fondamentale.

Finalement, le PSU est surtout apparu soucieux de rester fidèle à la ligne tracée par son ancien secrétaire général, voulant éviter à tout prix d'être considéré comme une composante de l'extrême-gauche révolutionnaire, mais bien comme la gauche de l'Union de la Gauche, entre « l'unité populaire » et « l'union populaire ». Depuis, il s'est montré réticent à tout débat avec les organisations d'extrême-gauche et en particulier la Ligue (bien qu'il affirme lui-même que la Ligue est la seule organisation restante de l'extrême-gauche — appréciation que, d'ailleurs, nous ne partageons pas).

Et, parallèlement à cette réticence, le PSU s'empressait auprès des organisations réformistes (PS-PCF) sans tenter d'associer d'aucune façon ou même de tenir au courant les organisations d'extrême-gauche de ses démarches, que ce soit sur l'armée ou sur l'emploi... (Pendant qu'il se retirait du colloque immigration de Montpellier).

Nous nous félicitons de l'affirmation de Michel Mousel selon laquelle le PSU « n'entend pas rester inactif sur la question de la participation des organisations révolutionnaires représentatives aux actions menées par l'ensemble du mouvement ouvrier ». Mais hélas l'ambiguïté demeure quand il ajoute : « c'est là, du reste, une position qui a toujours été celle de notre parti ». Toujours ? dans la pratique ?

Pourtant, parallèlement, la discussion et l'action communes entre les militants de la Ligue et ceux du PSU ont progressé dans certaines villes et dans certains syndicats, même si des tensions et des reproches réciproques persistent ailleurs. Ainsi Victor Leduc, lors d'un meeting à Lyon a violemment reproché à nos camarades de Basse-Normandie une attitude sectaire dans le soutien à la lutte des travailleurs de Piron. Mais il a oublié de dire que, dès que nous avons eu connaissance de ces reproches (il y a un mois) nous avons proposé à Victor Leduc lui-même une rencontre des militants PSU et LCR locaux avec la participation de responsables nationaux de nos deux organisations... nous attendons.

Mais malgré ces débuts difficiles, nous restons convaincus de l'importance de l'unité d'action et du débat entre le PSU et la LCR. Cette unité et ce débat par eux-mêmes sont susceptibles de créer un pôle de référence pour nombre de militants, en particulier syndicaux qui, sinon — au moins pour certains d'entre eux — finiront, au nom du réalisme, par rejoindre le CERES ou le PCF. Prête à assumer toutes ses responsabilités, la LCR continuera la politique unitaire qu'elle a adoptée à son dernier congrès.

Nous espérons que la prochaine rencontre entre les directions du PSU et de la LCR débouchera sur des propositions concrètes.

R. YVETOT

débat P.S.U.-L.C.R.

LETTRE DU B.P. DE LA L.C.R. AU B.N. DU P.S.U., ET REPOSE DU P.S.U.

Au Secrétariat National du P.S.U. Paris le 12 février 75

Chers camarades,

Comme convenu lors de notre première réunion avec les camarades Leduc, Raynier et Turquan, nous vous transmettons par écrit les propositions que nous vous avons faites.

1) Propositions de débat sur : — la stratégie révolutionnaire, le contrôle ouvrier et l'autogestion, la politique unitaire des révolutionnaires à l'égard des forces réformistes ;

— pour mener ces débats, nous proposons des formes variées :

tribune libre réciproque dans notre presse ou nos revues

colloques débats qui, bien sûr, pourraient être ouverts à d'autres forces d'extrême-gauche ou au-CERES

d'autres formes peuvent être discutées

2) Proposition de discussions sur le programme, dont les modalités restent à préciser si vous êtes d'accord avec le principe.

3) Propositions d'actions communes sur l'emploi, autour de l'axe du contrôle ouvrier, avec :

matériel commun

quelques meetings notamment dans les régions de luttes exemplaires sur l'emploi, comme la lutte de Piron par exemple

rencontre ouvrière dont les modalités d'ouverture resteraient à discuter (par branche d'activité ou par région, voire nationale).

4) Proposition d'œuvrer à la fusion des organisations anti-militaristes civiles, ce qui implique un débat sur la place respective du CDA et d'IDS.

Nous demandons à adhérer au Collectif Jeune sur l'armée regroupant jusqu'à ce jour le PSU, les JC, les JS, la JOC, la JEC, les

commissions jeunes confédérales CGT et CFTD et nous comptons sur le PSU pour défendre cette demande.

5) Proposition de coordonner autant que possible l'activité syndicale de nos militants en veillant notamment à ce que les différends importants qui peuvent surgir dans la pratique des uns et des autres soient l'occasion de réunions communes au besoin avec la participation de responsables nationaux, afin de faire la part entre les malentendus, l'absence de concertation préalable et d'authentiques divergences politiques.

6) Nous demandons à être invités à titre d'observateurs aux réunions de discussion sur la constitution d'un « institut ouvrier » dans la mesure où nous sommes plutôt favorables à un tel projet à condition qu'en soit précisée la fonction exacte.

7) Proposition d'activités unitaires de nos militantes pour la construction d'un mouvement autonome pour la libération des femmes.

Ces propositions ne sont pas à prendre en bloc ou à laisser et nous sommes prêts à discuter de toute autre proposition venant de votre part.

Vous savez l'importance que nous attachons à un débat et une activité communs entre nos organisations susceptibles d'entraîner la participation d'autres organisations et de nombreux militants inorganisés.

Nous souhaitons recevoir votre réponse écrite le plus rapidement possible.

Recevez, chers camarades, nos salutations communistes.

Pour le BP de la LCR
R. YVETOT

PSU, Bureau National Paris le 28 février 75

Chers camarades,

Le Bureau National a pris connaissance et discuté de votre lettre reçue le 17 février.

En ce qui concerne l'action sur l'emploi et les rencontres sur l'armée, l'activité syndicale, l'institut ouvrier, le mouvement des jeunes, nous vous proposons d'en discuter de façon approfondie lors d'une prochaine rencontre entre nos deux organisations.

Ces discussions sur des sujets précis pourraient être précédées d'un débat sur la situation actuelle, les perspectives qu'elle offre à l'ensemble du mouvement ouvrier et aux révolutionnaires et les tâches qu'elle implique.

Toutefois, nous ne pouvons accepter les propositions de débat général que vous faites (stratégie révolutionnaire, programme) ni les formes de confrontation que vous suggérez.

Lors de leur récente entrevue avec les camarades Krivine et Yvetot, nos camarades Leduc, Régnier et Turquan ont eu l'occasion de vous rappeler les positions adoptées par notre D.P.N. des 11 et 12 janvier sur le problème de nos rapports avec les organisations d'extrême-gauche. L'annexe à la « déclaration pour l'unité » précisait qu'il ne peut être question d'engager des discussions qui se fixent d'avance des objectifs organisationnels.

« Le PSU n'entend pas s'engager dans l'institutionnalisation d'une série de dialogues

bilatéraux ».

Le Bureau National ne peut que confirmer ces positions.

L'institutionnalisation d'une discussion bilatérale sur les sujets que vous proposez serait de nature à faire apparaître que des rapports privilégiés existent entre le PSU et la LCR et que l'hypothèse d'un rapprochement organisationnel est vraisemblable.

Nous ne pouvons nous engager dans cette voie. Nous n'excluons nullement, bien entendu, de participer à vos côtés à des colloques et des débats organisés en commun avec d'autres forces sur un certain nombre des thèmes que vous proposez, et d'autres. Nous sommes d'accord avec une telle démarche qui correspond à notre volonté de ne pas privilégier le dialogue avec telle ou telle organisation, mais de l'étendre à l'ensemble des militants concernés par ces problèmes.

Nous n'entendons pas non plus rester inactifs sur la question de la participation des organisations révolutionnaires représentatives aux actions menées par l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est là, du reste, une position qui a toujours été celle de notre parti.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, chers camarades, nos salutations révolutionnaires.

Michel MOUSEL
Secrétaire National du PSU

Les attentats fascistes BAVURES INCONTROLEES OU STRATEGIE DE TENSION ?

Dans la nuit du mardi au mercredi, il y a de cela une semaine, PONIATOWSKI ordonnait une « opération coup de poing dans les milieux extrémistes ». Et ce en réponse à l'attentat de la gare de l'Est. Vingt-quatre personnes devaient être gardées à vue durant une journée. D'après ce que l'on peut savoir, ces perquisitions ont beaucoup plus touché l'extrême-droite que les révolutionnaires. A la lumière de ces opérations de police, il semblerait que le Ministère de l'Intérieur ait voulu donner un avertissement à certains éléments fascistes qui, ces derniers temps, avaient tendance à trop en faire.

Que l'on se rappelle que la majorité de ceux qui, aujourd'hui, se retrouvent dans le parti des forces nouvelles, jouaient les gorilles de Giscard durant la campagne présidentielle et l'on comprendra la nature des liens qui existent entre le régime actuel et les nervis d'extrême-droite.

L'activité des nazillons a évidemment

son utilité pour le gouvernement. Rouge a déjà expliqué qui était le dénommé Dupuy de Mery et ses comparses, animateurs du « contre-appel des 200 » à la gloire de l'armée (ce qui n'a pas empêché cette campagne orchestrée avec la bénédiction de la Sécurité militaire sinon avec son appui, de connaître un bide monumental. A côté de

ses activités « honorables », certaines autres moins démocratiques : celles du GIN dont nous avons longuement parlé dans le dernier numéro du journal.

Seulement voilà, il y a des bavures. Et le plasticage de la maison de l'un des paysans du Larzac en fut une, les trop nombreuses explosions en furent d'autres. Les attaques du GIN devenaient vite dangereuses parce qu'incontrôlées : le plasticage du local du CDA aurait pu avoir des conséquences graves ainsi que l'incendie du local de Révolution ! Quant à l'explosion qui a dévasté la demeure de l'un des 103 du Larzac, chacun s'accorde à reconnaître que c'est un miracle s'il n'y a pas eu de mort. Par contre à la gare de l'Est, il y a eu mort d'homme. Comme les attentats italiens, celui-ci porte la signature du fascisme. C'était tellement gros que la police a été obligée de perquisitionner certains individus d'extrême-droite mardi matin. Bien sûr, pour contre-balancer, elle a également donné quelques coups à gauche mais c'est bien les premiers qu'elle visait.

Il y a peu de temps, lorsqu'une scission d'Ordre Nouveau avait formé le GAJ, le pouvoir avait montré qu'il n'était pas prêt à tolérer des nazillons indépendants. De nombreux gajistes avaient connu la prison pour

avoir voulu voler de leurs propres ailes. Ce qui ne les empêcha pas d'ailleurs de se retrouver, eux aussi, dans le service d'ordre muslé de Giscard.

Aujourd'hui, Poniatowski et ses compagnons ne sont pas prêts à assumer une stratégie de tension comme en Italie. Ainsi que l'on a pu le voir de l'autre côté des Alpes, ce genre de tactique est aussi dangereuse à manier que la dynamite et le pouvoir se sent encore assez solide pour préférer jouer la carte de l'anticommunisme viscéral. Poniatowski, Chirac le démontrent clairement chaque jour à la télévision et sur les ondes radio. De plus, la situation sociale en France n'est guère favorable à ce type d'expérience, sans compter que l'extrême-gauche française ne présente pas le visage disparate des groupes révolutionnaires italiens.

Est-ce à dire que, pour le pouvoir, les groupes « noirs » ne sont d'aucune utilité ? Certes pas. Le contre-appel des « 200 » en est une illustration. Et il n'est pas improbable que, devant la montée des luttes lycéennes, collégiennes et étudiantes, on assiste à une recrudescence des attaques de facs, lycées, CET, etc. Le gouvernement continuera à les utiliser en leur faisant savoir, au besoin en mettant les points sur les i, qu'ils doivent rester à leur place...

après le 11 mars,
la riposte ouvrière:

on épure, on occupe, on contrôle!

La riposte au coup d'Etat manqué du 11 mars dernier a provoqué un nouveau bond en avant dans la prise de conscience et l'organisation de la classe ouvrière. Quelque chose d'irréversible s'est produit, que les journalistes bourgeois fascinés par l'aspect personnel des intrigues politiques ne semblent pas avoir saisi. Ce réveil, ces progrès rapides des travailleurs portugais dans la voie de l'auto-organisation, de l'auto-défense, du contrôle ouvrier, sont d'autant plus spectaculaires qu'ils viennent après 40 ans d'obscurité, de silence, de dictature.

Dès le lendemain du 11, les travailleurs et employés des banques et assurances se formaient en piquets, exigeaient la nationalisation immédiate de ces entreprises, déployaient sur les façades des calicots fabriqués à la hâte: « Banque du peuple », « La banque appartient au peuple ».

La nationalisation des banques et assurances décidée par le Conseil Supérieur de la Révolution constitue une victoire de la mobilisation ouvrière. En effet, si elle était revendiquée par le parti communiste, elle ne faisait pas partie du récent plan économique d'urgence élaboré par le MFA. Bien sûr, cette mesure n'est pas révolutionnaire en soi. Dans la perspective du parti communiste, elle vise surtout à centraliser le crédit, à enrayer la spéculation, afin de neutraliser les grands monopoles et d'apporter une aide efficace aux petites et moyennes entreprises, considérées comme des alliées privilégiées dans le cadre de la reconstruction nationale. Mais ces nationalisations surviennent dans le contexte d'une extraordinaire mobilisation de masse qui leur donne une tout autre dynamique, un tout autre éclairage.

NATIONALISER

Déjà, dans de nombreuses entreprises, les commissions de travailleurs ou les syndicats exigent de nouvelles nationalisations. Avant même le 11 mars, l'assemblée générale des travailleurs de la CUF (trust de la chimie) réclamait la nationalisation immédiate de leur entreprise. Après eux, la même exigence fut avancée par les employés d'Eurofil (entreprise de publicité). Après le 11 mars, le mouvement s'est accéléré. Les travailleurs des compagnies réunies de gaz et

électricité (CRGE) ont décidé le 17 mars de s'organiser en piquets de vigilance. Ils avaient remarqué la destruction anormale de papiers dans les locaux de l'administration. Ils en ont déduit que la direction menacée par la nationalisation, avait hâte de se débarrasser de certains documents. « Face à cette situation, nous avons décidé la formation de piquets de vigilance pour empêcher l'évacuation et la destruction des documents » explique un délégué syndical. Pourtant, dans cette entreprise, les délégués syndicaux restent modérés: s'ils jugent souhaitable la nationalisation, ils ne la pensent pas possible dans l'immédiat du fait de la participation pour 20% de capitaux étrangers, en l'occurrence belges dans les actions de cette entreprise. En revanche, les syndicats de la CTT (PTT) exigent la nationalisation. Ceux des transports également. Mais ils vont plus loin. Expliquant que les services de transport sont la poutre maîtresse de l'économie nationale et que, depuis le 28 septembre, la corporatisme des patrons camionneurs sabote les transports comme au Chili et refuse de satisfaire les revendications ouvrières, ils lancent un ultimatum et demandent aux travailleurs des transports qui n'auraient pas obtenu satisfaction dans un délai d'un mois d'amener leurs véhicules au syndicat qui les fera travailler alors à son propre compte.

DES EXPERIENCES DE CONTROLE

D'autre part, il y a de multiples exemples d'occupations d'entreprises, d'expériences de contrôle ouvrier. Ainsi, la commission des travailleurs de l'entreprise d'emballage Ormis, considérant « que les administrateurs suc-



fotoib

11 Mars: contrôle des travailleurs armés à l'entrée de Lisbonne

cesifs ont commis de graves erreurs de gestion» a décidé une « occupation productive » de l'entreprise. Ainsi encore, les syndicats des travailleurs du papier du district de Santarem a constaté que les industries de cellulose ne fournissent plus aux industries de fabrication du papier la matière première nécessaire, et que parallèlement, elles exportent 80% de leur production. Le syndicat exige donc que soient prioritairement fournies les entreprises nationales et il appelle à la solidarité les travailleurs des entreprises de cellulose à organiser la vigilance, à contrôler leurs stocks et leur destination.

A Fogueteiro, les travailleurs de Alufenco, entreprise de métallurgie moderne du district de Setubal, ont voté à l'unanimité en assemblée l'occupation des locaux et la création de piquets, sous contrôle de la commission de travailleurs démocratiquement élue. Ils avaient constaté des irrégularités dans la comptabilité de l'entreprise, tendant à provoquer une faillite frauduleuse, un bilan irrégulier pour l'année passée, des preuves de fraudes fiscales et des inventaires falsifiés.

D'autre part, se développent, souvent à l'initiative de groupes d'extrême-gauche, la création d'hôpitaux d'urgence, de dispensaires populaires, de crèches. La clinique de Santa Cruz, à Carnaxide, a été nationalisée le 17 mars et confiée à la gestion de l'hôpital de Santa Maria. Cette décision est le résultat de trois mois de lutte des travailleurs de la clinique qui l'ont paralysée et occupée, avant de former une commission mixte avec les travailleurs de Santa Cruz pour lancer un service national de santé. Dans cette perspective, ils avaient déjà élaboré un programme de fonctionnement au service de la population. A Belem, c'est l'hôpital Amadeu Duarte qui est occupé depuis le 4 par les cellules du Front

Socialiste Populaire et rebaptisé Hôpital du Peuple. A Aveiro, la clinique de luxe Santa Joana a été également occupée par la population et transformée en « centre de repos et de soutien aux invalides temporaires ou permanents »: la population du quartier ravitaille les occupants. Dans la région de Corroios, le motel-hôtel « Do Muxito » qui était la propriété d'un capitaliste yougoslave émigré et qui était connu comme un refuge louche pour bourgeois de la haute, est occupé depuis le 7 mars par la population de la zone. Il a été décidé d'en faire un centre de repos pour les vieillards, un local pour les fêtes, une cantine populaire, une crèche, un champ de jeu, une piscine et tout ce qui sera possible. Tout de suite après l'occupation, 4000 personnes ont défilé pour visiter. L'ouverture de la cantine pour 300 à 400 personnes est imminente. Le responsable du comité d'occupation commente ainsi, le peuple travailleur va consacrer sa lutte à transformer ce luxueux complexe hôtelier de la bourgeoisie en lieu de repos pour les travailleurs de plus modeste condition, en cantine populaire, en crèche et centre d'assistance aux vieillards. La classe ouvrière et le peuple travailleur ont à cœur de montrer aux exploiters et de se prouver à eux-mêmes qu'ils sont capables de résoudre leurs propres problèmes.

Presque chaque jour, sont ainsi réquisitionnés ou créés divers centres sociaux. En ce qui concerne les cliniques, le scénario est souvent le même. Un groupe militant repère un vaste local inoccupé ou appartenant à un fasciste, ou un capitaliste, il prend contact avec des médecins pour leur demander la liste du matériel nécessaire. Il demande un don aux commissions de travailleurs des entreprises

suite page 10

NON A LA SUSPENSION DU MRPP ET DE L'AOC!

Le Conseil Supérieur de la Révolution a décidé le 18 Mars de repousser au 25 Avril, la date des élections et de suspendre trois partis (le PDC, le MRPP, et l'AOC) qui avaient obtenu les signatures nécessaires pour participer à la campagne électorale.

Le PDC (Parti Démocrate Chrétien) avait trépidé dans la préparation du coup du 11 Mars. Son principal dirigeant, Osorio Sanchez, est en fuite. Sa dissolution était exigée par l'ensemble du mouvement ouvrier, ainsi que celle du CDS (Centre Démocrate et Social) dont les locaux ont été mis à sac le 11 Mars par les manifestants.

L'AOC (Alliance Ouvrière Paysanne) est une organisation maoïste qui explique que le choix actuel au Portugal, est entre la démocratie bourgeoise et le social-fascisme, et qui s'allie donc, de préférence, avec le PPD et le PS contre le PC.

Le MRPP, lui, met sur le même pied le fascisme et le «social-fascisme». Il pratique, en conséquence, une politique de division systématique, et a même appelé, le 11 Mars, à manifester séparément de toutes les organisations ouvrières.

Le fait que le CDS, connu comme crypto-fasciste, ouvertement impliqué dans le 11 Mars, ait été épargné constitue un pur scandale.

Nos camarades de la LCI ont été les premiers, malgré les divergences politiques, et parfois les heurts physiques qui les opposaient à l'AOC et au MRPP, à dans l'extrême-gauche, élever une protestation publique contre leurs suspensions, devant un gouvernement de coalition, de collaboration de classe le droit de restreindre la liberté d'organisations qui se réclament du mouvement ouvrier.

on épure,
on occupe,
on contrôle.

► suite de la page 9
pharmaceutiques. Puis il occupe. Très vite, la population afflue vers ce dispensaire dont la gestion est confiée à un comité de gestion désigné par les habitants du quartier qui prennent la charge de la réfection et l'aménagement des locaux. Les médecins et le personnel hospitalier collaborent volontiers. D'ailleurs, la contribution et la vigilance de ce personnel ne s'arrête pas là : ayant appris que le gouvernement portugais avait demandé aux Etats-Unis une aide sanitaire, les travailleurs du secteur psychiatrique, réunis en assemblée générale, ont envoyé une lettre au ministre des affaires sociales, rappelant que cette prétendue aide, dans la santé comme dans les autres secteurs, s'opère à travers l'Agence Inter-Américaine de Développement, organisation connue comme un instrument de la CIA et impliquée dans la préparation des coups d'Etat au Chili, à St Domingue, en Bolivie et au Guatemala.

UNE ASPIRATION QUI DEBORDE LES USINES

Le mouvement d'organisation et de prise en main de la société par les travailleurs ne se limite pas aux entreprises. Sous des formes plus ou moins élaborées, il touche les plus divers aspects de l'activité sociale : logement, santé, enseignement, transports, contrôle des prix. Par exemple, les travailleurs de Vila Real de Santo Antonio ont décidé de s'organiser en groupes civiques d'action anti-fasciste et de combattre le fascisme. Ce groupe s'est divisé en quatre commissions, sur le logement, la santé et l'hygiène, le contrôle des prix, l'emploi, l'épuration. La commission sur le logement se propose de contrôler les prix des loyers et d'en finir avec la spéculation, de recenser les maisons inhabitées pour les ouvrir aux couches les plus défavorisées. La commission sur la santé et l'hygiène se propose « de mettre fin à la bureaucratie des services médico-sociaux », « d'intensifier les efforts pour la construction de garderies, crèches et jardins d'enfants », « d'informer la population sur les règles générales d'hygiène et de prévention », « de surveiller les conditions d'hygiène et d'assistance dans les entreprises ». La commission de contrôle des prix se propose « de combattre la spéculation effrénée dont est victime la population et de l'aider à démasquer les commerçants qui ne respectent pas les lois en vigueur », « de contrôler les prix pratiqués dans le commerce en faisant connaître à la population les prix maximum autorisés ». Enfin, la commission d'épuration se fixe pour but : « de démasquer et épurer toutes les personnes liées au régime fasciste », « de dresser la liste des éléments du conseil communal compromis avec le régime fasciste ».

C'est grâce à cette vigilance organisée, par exemple, que la population de Labradio, dans le district de Setubal, avait remarqué depuis plusieurs jours un manque de sucre au super-marché. Elle en a déduit que le patron du super-marché était en train de faire des stocks en attendant une augmentation du sucre. La population s'est rendue en manifestation au magasin en criant « Nous en avons

marre d'être volés » : elle a forcé le patron à céder.

Plus généralement, se multiplient les assemblées populaires de district ou de quartier qui regroupent les principaux partis politiques du mouvement ouvrier, l'intersyndicale, les diverses associations démocratiques... Ces assemblées, qui sont en fait des cartels d'organisations, sont souvent contrôlées bureaucratiquement par le parti communiste ; la population du quartier ou du district peut y assister mais elle n'élit pas de délégués. Malgré ces limites, les assemblées populaires incitent les travailleurs à débattre collectivement d'une série de problèmes les concernant : logement, transports, santé, enseignement surtout. Comme les occupations de maisons vides de la part des habitants de bidonvilles se multiplient, ce sont souvent des commissions issues de ces assemblées qui enregistrent et légalisent à leur façon ces prises d'appartements.

CONTROLLER SANS COLLABORER

Cette vague multiforme et variée de la mobilisation ouvrière et populaire, garde encore un caractère confus. Elle traduit cependant une modification fondamentale du rapport de forces au lendemain du 11 mars, une volonté plus ferme de prendre les choses en mains. Il s'agit aujourd'hui de préciser clairement les revendications ouvrières, notamment en ce qui concerne les nationalisations. Déjà, à propos de la nationalisation des banques et assurances, le gouvernement est resté évasif sur le problème des indemnités. Il propose d'autre part l'ébauche d'un système de co-gestion auquel seraient associés les syndicats et non les commissions de travailleurs, en vertu de la loi syndicale qui refuse de reconnaître leur représentativité. La situation de la Garantie Funchalense où un représentant du patronat participe à la commission de gestion nommée doit mettre la puce à l'oreille. Pour empêcher que les nationalisations se transforment en rationalisation du système capitaliste, et pour avancer dans le sens du contrôle ouvrier sur la production, nos camarades de la LCI exigent :

1) Aucune indemnisation pour le patronat

2) Le contrôle ouvrier sur les entreprises nationalisées : refus de participer aux commissions de gestion ; élection de commissions de travailleurs qui mènent jusqu'au bout l'épuration et imposent le droit des travailleurs à révoquer les administrateurs nommés par l'Etat ; la réduction du temps de travail et la tenue d'assemblées générales pendant le temps de travail pour discuter de la situation de l'entreprise, éplucher les comptes, divulguer toutes les manœuvres ou irrégularités ; le veto des travailleurs sur les licenciements comme l'ont imposé les travailleurs de la CAF, en refusant de participer à la commission de gestion

3) Le droit des travailleurs à exiger la nationalisation immédiate et sans indemnité de leur entreprise, comme l'ont déjà fait ceux d'Eurofil et de la CUF, la nationalisation de toutes les entreprises secourues par l'Etat, et de toutes celles dont les patrons se sont compromis avec la réaction dans les tentatives du 28 septembre et du 11 mars.

D.B.

après le 11 mars

LES LEÇONS DE LA RIPOSTE

Calme, sereinement, sans dramatiser la situation, il est important, au lendemain du 11 mars de revenir sur les leçons de la défaite ouvrière au Chili. Car si la menace de putsch est provisoirement écartée, si la bourgeoisie a subi une défaite politique, elle ne renoncera pas pour autant à la défense de ses privilèges. Aussi longtemps que subsiste la propriété privée des moyens de production, les racines de la bourgeoisie, reprennent vigueur ; aussi longtemps que subsiste l'appareil d'Etat, la justice, la police de la bourgeoisie (même « démocratisées »), elle dispose d'instruments contre les travailleurs. Enfin, elle a de solides appuis et alliés internationaux. Les travailleurs ne peuvent donc s'endormir sur des lauriers passagers.

Le 11 septembre 1973, la révolution et la classe ouvrière chilienne ont été vaincues.

LES LEÇONS DE LA DEFAITE CHILIENNE

Il faut comprendre les grandes raisons de cette tragique défaite. Il faut d'abord comprendre que cette tragique défaite n'est pas le fait du hasard, mais le résultat, l'aboutissement de toute une politique réformiste, suicidaire.

En effet, à plusieurs reprises, la bourgeoisie chilienne avait préparé le terrain, testé le rapport de forces.

En octobre 72, la grève réactionnaire des camionneurs désorganisait l'économie, provoquait une première épreuve de forces. Les travailleurs répondaient à cette attaque en forgeant leurs propres instruments de combat : « Les cordons industriels » qui coordonnent et centralisent les forces ouvrières à l'échelle de zones et banlieues industrielles ; les « commandos communaux » qui rassemblent autour des ouvriers les paysans pauvres, la population des quartiers, les partis ouvriers... Au lieu de s'appuyer sur cette riposte spontanée des travailleurs, les partis réformistes de l'Unité populaire (PC et PS) faisaient une concession de taille à la bourgeoisie : ils ouvraient la porte du gouvernement à des ministres militaires, parmi lesquels les futurs bourreaux du peuple chilien.

En juin 73, les putschistes chiliens déclenchaient une tentative prématurée de coup : c'était « le tankazo ». Cette fois encore, la riposte ouvrière fut admirable : les « cordons » et les « commandos » se renforcèrent. Au lieu de s'appuyer sur ces instruments de travailleurs en lutte pour mener énergiquement l'épuration de l'armée, de la police, pour développer le contrôle ouvrier dans les entreprises, les réformistes du PC et du PS se sont lancés dans d'interminables pourparlers avec le parti compteur de la bourgeoisie, la Démocratie-chrétienne. Ils ont ouvert à nouveau les portes du gouvernement aux militaires, parmi lesquels, cette fois, Pinochet en personne. Ils ont donné à ces militaires le droit de perquisitionner les usines et les maisons ouvrières pour y saisir les armes, pour désarmer les travailleurs et préparer en toute tranquillité leur coup d'Etat.

On peut dire sans exagération que les réformistes chiliens ont offert la classe ouvrière chilienne aux bourreaux.

Si l'on résume donc les raisons de la défaite chilienne, il faut souligner :

1) Avant le coup d'Etat

— une politique systématique de collaboration de classe qui, au lieu de s'appuyer sur la mobilisation ouvrière,

au lieu de centraliser les organes du pouvoir prolétarien (cordons et commandos), au lieu de les réunir en Assemblée, dressée face à l'appareil d'Etat bourgeois, tend la main aux militaires et rampe devant la Démocratie-chrétienne.

— une politique de collaboration de classe qui, au lieu d'organiser les soldats en comités et d'encourager leur vigilance, au lieu d'armer les travailleurs contre les menaces de putsch, laisse les généraux emprisonner les soldats révolutionnaires de Valparaíso et désarmer les usines.

— une politique de collaboration de classe, qui au lieu de combattre énergiquement le sabotage, la fuite des capitaux au lieu d'étendre les nationalisations sous contrôle ouvrier, au lieu d'exproprier le capital étranger impérialiste, réduit sans cesse le programme de nationalisations et rembourse scrupuleusement avec le travail du peuple chilien les trusts impérialistes qui financent la CIA et les putschistes.

2) Au moment du coup d'Etat

Les capitulations successives des réformistes devant la bourgeoisie, leur refus de toute contre-offensive révolutionnaire avaient bien préparé la voie à la capitulation finale.

Face au coup d'Etat, les travailleurs chiliens, ont résisté dans leurs usines, dans leurs quartiers, héroïquement, presque sans armes, et sans directives de leurs chefs réformistes.

Dans la Moneda bombardée, alors qu'il pouvait encore utiliser la radio, Allende n'a lancé qu'un appel au calme, à la défense statique, usine par usine, et non un appel à la grève générale, à la formation de milices, à la contre-offensive !

Ces leçons doivent rester gravées au fer rouge dans la mémoire des travailleurs du monde.

LES LEÇONS DE L'ESPAGNE : BARCELONE-MADRID 1936

L'expérience de la riposte ouvrière au pronunciamiento franquiste, le 19 juin 1936, nous donne d'autres leçons précieuses. A Barcelone, à Madrid, le coup fut tenu en échec. A Séville, Saragosse, Cordoue, il emporta la victoire. Pourquoi ?

A Barcelone, la classe ouvrière forte et expérimentée, était en état d'alerte. Avant le 19 juin, les dirigeants syndicalistes anarchistes réclamaient déjà des armes au gouvernement républicain. Ils demandaient au moins 1000 fusils. Devant le refus légaliste du gouvernement, dans la nuit du 18 au 19 juin, les dockers du port s'emparèrent



Fotolib

Fotolib

de toutes les armes qu'ils trouvèrent sur les bateaux. Il était temps !

Le lendemain matin, 19 juin, 12.000 militaires factieux devaient converger vers la place de la Catalogne. Ceux de la caserne de Pedralbas se mettent en marche. D'autres garnisons hésitent. Le prolétariat catalan, lui, n'hésite pas : c'est la grève générale ! Il ne reste pas sur la défensive : il riposte ! Des millions d'ouvriers se ruent vers la place de Catalogne et se jettent sur les soldats. Beaucoup de militants ouvriers tombent, mais les soldats rebelles sont submergés par la masse et acculés à la défensive.

La détermination des travailleurs fait pencher des militaires hésitants et neutralise les plus timides : 4000 soldats se rangent aux côtés des ouvriers. La garnison de Montjuich fusille ses officiers et distribue des armes au peuple. Le 20 juin, les factieux hissent le drapeau blanc.

A Madrid, les militants ouvriers s'étaient aussi préparés. Ils avaient déterré des armes soigneusement gardées. Là encore, c'est la détermination des travailleurs qui leur rallie certains officiers : 5000 fusils seront distribués par un officier qui se range à leurs côtés.

En revanche, partout où la classe ouvrière a attendu, partout où elle a fait confiance à la parole des officiers, le putsch l'a emporté. A Algésiras, à Cordoue, et même à Oviedo, place-forte du mouvement ouvrier, les gouverneurs refusent de distribuer des armes au peuple tant que les officiers se déclarent loyaux à la République. C'est leur laisser l'initiative, leur permettre de voir comment tourne la situation et de choisir leur moment pour frapper. C'est ainsi que la classe ouvrière est vaincue à Saragosse, Cordoue, Algésiras, Oviedo.

A Séville, où le mouvement ouvrier est fort, les directions syndicales hésitent, elles n'appellent pas à la grève générale. Quand elles engagent la résistance, il est trop tard, l'armée a déjà solidement pris position, elle a désarmé les soldats fidèles à la République et pris le contrôle de la radio : 8000 travailleurs sont massacrés dans un héroïque combat d'arrière-garde.

DU 28 SEPTEMBRE AU 11 MARS

Le 28 septembre 74, jour fixé pour la grande manifestation de la prétendue « majorité silencieuse » de la bourgeoisie, avait été préparé par une vaste campagne politique de la droite. De leur côté, les travailleurs avaient été mis en alerte par une campagne des organisations ouvrières et notamment du PC.

Le 28 septembre, les syndicats de cheminots refusent de transporter à Lisbonne les manifestants de la majorité silencieuse. Aux portes de Lisbonne et de Porto, se dressent des barricades et les travailleurs fouillent les voitures qui entrent dans les villes.

Il n'y a pas d'appel à la grève générale. Mais ce sont les commissions de travailleurs (Lisnave, Setnave, TAP, CTT, Applied...) qui prennent l'initiative d'une riposte de rue centralisée en appelant les travailleurs à une contre-manifestation centrale à Lisbonne.

Dans les barricades, les soldats fraternisent souvent avec la population et collaborent avec elle à la fouille des voitures, même lorsque les officiers s'y opposent. L'offensive des travailleurs reste cependant limitée. Le cas de Baixa da Banheira où le poste de la garde républicaine (GNR) est occupé et désarmé, reste une exception.

Cependant, le 28 septembre n'était pas une tentative de putsch. La contre-offensive ouvrière inflige une claire défaite à la mobilisation politique de la réaction. Le 11 mars, il s'agit d'une tentative manquée de putsch militaire, la riposte est d'une autre nature, la réaction connaît une nouvelle défaite, et la conscience des travailleurs fait un nouveau bond en avant.

Le 11 mars 75, c'est donc une tentative de putsch militaire, comptant avec l'effet de surprise. Mais très vite, l'alerte est donnée. Prévenue presque à la minute de l'attaque, la LCI distribue une heure après un mini-tract à 60.000 exemplaires. Il n'y a pas de barricades, comme le 28 septembre, mais spontanément, ou à l'appel d'organisations ouvrières (PCP, LCI...) la population se précipite vers les casernes pour former des piquets à leurs portes, et les syndicats mobilisent dans les entreprises. A Santarem, le régiment de cavalerie connu pour ses sympathies spinolistes est bloqué dans la caserne par les piquets. A Socavan, lorsque les ouvriers piquent sur le 1er RAL (Régiment d'artillerie légère) des milliers de personnes sont déjà entrain de s'assembler autour de la caserne, et les soldats parachutés pour l'attaque s'engluent dans la population qui les interpelle, parle, cherche à fraterniser.

Parallèlement, la riposte centrale s'organise. A Porto, l'inter-syndicale appelle dès 12 H 30 à la grève générale. A Porto et Lisbonne, les organisations ouvrières convoquent des manifestations centrales pour la soirée. Toutes les organisations ouvrières y participent au coude à coude (PC, MES, FSP, LCI), même le PS qui rejoint en cette occasion la réponse unitaire, avec des rangs clairsemés, seuls certains groupes maoïstes se mobilisent de façon séparée.

Cette fois, le reste du pays bouge aussi. Il y a des manifestations, des occupations d'usines, à Leiria, à Amarante, dans l'Alentejo. Partout les locaux des partis de droite sont attaqués et mis à sac, ceux du CDS et du PDC, et même ceux du PPD à Porto, Coimbra...

A Marinha Grande, Algueirao, Moita, Mem Martins, (dans le sud), des groupes de militants assiègent les locaux de la garde républicaine (GNR) et de la police (PSP). A Leiria, les soldats somment leur commandant de prendre position et de téléphoner à Lisbonne. Devant son refus, les soldats le contraignent à téléphoner sous la menace des armes. A Amarante, un camarade ouvrier de la LCI, blessé dans la manifestation de Porto contre le congrès du CDS, appelle son usine à la grève, dès qu'il apprend la tentative de coup d'Etat. Les travailleurs laissent un piquet pour garder l'usine et parcourent la ville en cortège pour appeler à l'extension jusqu'à ce que la grève soit générale...

Le jour même de la tentative de coup, le 11 mars, les soldats du RAL 1^{er} publient plusieurs communiqués au nom « de tous les soldats

sergents et officiers du RAL 1 ». Ils y déclarent que « leur tâche est de défendre les ouvriers et combattre tous les réactionnaires » et que c'est pour cela qu'ils ont été visés. Ils réclament que les putschistes soient fusillés. Et ils concluent : « Mort au fascisme, mort au capitalisme ». Dans un autre communiqué, ils déclarent : « Camarades, les soldats sont fils du peuple. Les soldats et tous les militaires anti-fascistes sauront toujours tourner leurs armes contre la bourgeoisie et les officiers fascistes et réactionnaires et les mettre au service du peuple. Camarades, les soldats et tous les militaires du RAL 1 qui ont lutté jusqu'à ce jour contre le fascisme et ses alliés, continueront avec plus de force encore cette lutte contre les exploiters et les oppresseurs.

Nous exigeons que tous les fascistes, qu'ils soient militaires ou non, généraux ou non, soient immédiatement passés par les armes ». Le vendredi 15 mars, aux obsèques du soldat Luis, tué le 11 mars, les soldats du RAL 1 ont manifesté aux côtés des travailleurs.

Des expériences du 28 septembre 74 et du 11 mars 75, se dégagent quelques grandes leçons :

— La nécessité d'une riposte centralisée et offensive des travailleurs aux menaces de la réaction : les manifestations centrales comme celle convoquée le 28 septembre par les commissions de travailleurs ; la grève générale comme le mot d'ordre lancé à Porto le 11 ou comme elle fut concrètement organisée à Amarante.

— La nécessité d'un front commun des travailleurs d'un front uni sans exclusives des organisations ouvrières face à la bourgeoisie et l'opposition irréconciliable de ce front de classe au front des exploiters, des profiteurs et des putschistes. En participant aux piquets et aux manifestations du 11 mars, les partis ouvriers, les organisations révolutionnaires, les syndicats ont clairement montré quel est leur camp. En n'y participant pas, le PPD a montré quel était le sien.

— La nécessité d'une organisation autonome des soldats, fils du peuple et travailleurs sous l'uniforme, qui ne peuvent faire confiance à leurs officiers : les soldats du RAL 1, ceux de Leiria, ont montré la voie, celle de la fraternisation avec les travailleurs. Mais il faut aller plus loin encore. C'est d'abord la mobilisation en masse des travailleurs et des soldats qui a mis en échec le coup d'Etat, qui a dissuadé les officiers hésitants, qui a créé un rapport de forces fatal à la réaction. Il faut aller plus loin que la fraternisation, il faut aller jusqu'à l'organisation des comités de soldats, à la constitution de milices syndicales et ouvrières, à l'armement des organisations ouvrières.

ET MAINTENANT ?

Le 11 mars, la réaction a été vaincue. Elle n'a pas été écrasée. Toutes ses forces n'ont pas été employées. Les travailleurs doivent poursuivre l'offensive, prolonger leur première victoire.

Il faut d'abord tirer toutes les conséquences du 11 mars :

— Epuration énergique et intransigeante de l'armée, de la police, de

l'administration sous la responsabilité de comités de vigilance de travailleurs et de soldats !

— Dissolution des partis et groupes d'extrême-droite !

— Retrait du Portugal de l'OTAN, fin du Pacte ibérique !

— le PPD s'est montré sous son vrai jour : pas de pacte, pas de collaboration avec la bourgeoisie ! le PPD hors du gouvernement ! gouvernement des organisations ouvrières !

— La classe ouvrière et les travailleurs sous l'uniforme ont montré que leur lutte est le meilleur rempart contre la réaction : aucune restriction au droit de réunion, de grève, d'association des travailleurs ! Aucune restriction à la liberté de la presse ouvrière !

— Dernière réaction, derrière les putschistes, il y a la bourgeoisie, le capital, l'impérialisme, auxquels le plan de reconstruction nationale, le plan économique d'urgence propose un pacte de collaboration. Non à la reconstruction du capital sur le dos des travailleurs, non au chômage et à la vie chère.

— Salaire minimum de 6.000 escudos ! réduction du temps de travail ! échelle mobile des salaires et des heures de travail !

— Instauration du monopole d'Etat sur le commerce extérieur !

— Nationalisation sans indemnité ni rachat, expropriation sous contrôle ouvrier des entreprises étrangères et de toutes les entreprises dont les patrons ont trempé dans le coup du 11 mars ! Droit pour les travailleurs comme ceux de la C.U.F. à exiger de nouvelles nationalisations ! Réunion des assemblées ouvrières pendant les heures de travail, ouverture des livres de compte, contrôle des stocks, des commandes, des rythmes de travail ! Droit pour les travailleurs de révoquer les administrateurs nommés par l'Etat.

L'alerte du 11 mars doit servir de leçon. La classe ouvrière et les paysans doivent rester vigilants. La bourgeoisie tirera ses propres leçons, la prochaine attaque sera mieux préparée, planifiée, plus décidée. C'est dès maintenant que les travailleurs doivent la mettre en échec, désarmer la bourgeoisie et armer le prolétariat, élaborer leur propre plan d'action !

— Droit des soldats, travailleurs sous l'uniforme, à s'organiser en comités et en syndicats.

— Election de délégués révocables à tous les niveaux dans les ateliers et les usines ! Coordination et centralisation de l'intersyndicale et des commissions de travailleurs !

— Création d'une milice ouvrière : distribution d'armes dès maintenant à l'intersyndicale et aux commissions de travailleurs !

— Maintien de la classe ouvrière en état d'alerte : préparation d'une grève générale révolutionnaire dans tout le pays contre toute nouvelle tentative de la réaction !

— Développement de la solidarité internationale des travailleurs face aux complots internationaux du capital, et notamment établissement et renforcement des contacts réguliers avec les organisations ouvrières d'Espagne.

PS: Nous reviendrons la semaine prochaine, sur les prolongements du coup manqué du 11 Mars, au niveau des partis politiques et du remaniement ministériel

lettre aux camarades de la L.C.I. portugais

Cette lettre n'est pas seulement un vibrant témoignage d'internationalisme prolétarien. Elle est aussi l'affirmation d'un courage et d'une conviction révolutionnaires exceptionnels. Il suffit pour s'en convaincre de savoir qu'elle a été écrite et signée par 20 militants révolutionnaires emprisonnés à la prison de Ségovie, 20 militants de l'ETA aujourd'hui membres de la LCR-ETA (VI), emprisonnés pour la plupart depuis 5 ans déjà et qui ont croulé dans les pires conditions, 20 militants auxquels la dictature franquiste a fait l'honneur de les compter parmi ses plus farouches adversaires, et qu'elle a condamnés à un total de 402 ans de prison et deux peines de mort, commuées en prison à vie ! 20 militants qui étaient au 1^{er} rang des luttes dans les prisons franquistes en octobre dernier et qui affirment avec force qu'il n'est plus loin le jour où la mobilisation générale des travailleurs les arrachera à leurs geôliers et fera voler en éclats la dictature franquiste.

Par-delà les frontières nationales, solidarité avec Eva Forest, Duran et Garmendia !

Camarades, Il y a moins d'un an, la dictature de Salazar-Caetano s'effondrait face à la lutte décidée des peuples de Guinée-Bissau, d'Angola, et du Mozambique qui secouaient le joug colonial de la métropole.

Vous avez vécu trop d'années de répression et de fascisme pour ne pas apprécier à sa juste valeur le processus de libertés démocratiques qui s'ouvre et dont le développement ininterrompu tend vers la révolution socialiste.

Le 25 avril au Portugal, et la crise pré-révolutionnaire qui secoue la dictature en Espagne, le « crépuscule du franquisme », n'ont fait qu'accélérer le combat au coude à coude du prolétariat de nos deux pays.

Au cours de ses 40 années de dictature, le régime franquiste a eu recours aux mêmes méthodes qu'utilise Pinochet au Chili : torture, emprisonnements, assassinats, Conseil de guerre, tribunaux spéciaux et état d'exception. Ces dix dernières années il a voulu procéder à plusieurs assassinats « légaux » : d'abord contre nos camarades Inaki Sarasketa et Andoni Arrizabalaga, signataires de cette lettre, puis contre ceux du procès de Burgos. Seules les luttes ouvrières et les larges mobilisations nationales et internationales ont pu l'en empêcher : les peines de mort ont été prononcées, mais ils n'ont pas osé les exécuter. Par contre Salvador Puig Antich, militant du mouvement ibérique de libération, a été assassiné le 2 mars dernier par le gouvernement « libéralisant » d'Arrias Navarro, à cause de la faiblesse de la lutte contre la répression à cette époque.

A nouveau, on prépare un procès-farce contre 3 révolutionnaires : Eva Forest, médecin, épouse du dramaturge Alfonso Sastre, militante du mouvement de libération de la femme, engagée dans la lutte anti-impérialiste aux côtés du peuple vietnamien ; Antonio Duran, dirigeant ouvrier des grèves de la construction à Madrid en 72 ; José Garmendia, combattant basque grièvement blessé à la tête dans une embuscade de la brigade politico-sociale (la PIDE espagnole) et encore hospitalisé aujourd'hui.

On n'a pu avancer aucune preuve contre eux, même après les avoir soumis à la torture pendant des jours et des jours dans les locaux de la DGS. On a voulu les accuser de l'attentat de la « Calle Coreo », puis, faute d'arguments, de l'exécution de Carrero Blanco.

Déjà la solidarité se développe. Des comités se sont formés pour la libération de Duran, Eva Forest et Garmendia, et de tous les prisonniers politiques. Des meetings se tiennent dans toute l'Europe, notamment à Paris où la LCR et d'autres organisations politiques ont réuni plusieurs milliers de personnes.

Nous en appelons à votre tradition internationaliste et à la fraternité révolutionnaire entre les peuples de la péninsule ibérique, pour que vous contribuiez à empêcher l'assassinat de ces révolutionnaires. Vous qui avez connu la terreur salazariste, vous comprendrez certainement la nécessité de cette lutte et du soutien internationaliste que nous vous demandons.

Dès les premiers congrès de l'Internationale communiste nous avons lutté pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Si la République des conseils ouvriers semble toujours plus proche sur le sol du continent, nous n'attendrons pas longtemps pour l'édifier dans la péninsule ibérique. En attendant de pouvoir vous saluer par delà les frontières nationales, par delà les murs des prisons et de l'exploitation capitaliste, nous vous adressons notre chaleureux salut révolutionnaire.

Les prisonniers politiques de la prison de Ségovie, membres de la LCR-ETA (VI)

PS : pour des raisons évidentes nous ne pouvons pas transmettre cette lettre à nos camarades emprisonnés à Madrid, Barcelone, Bilbao, Saragosse et Saint-Sébastien, pour qu'ils la signent. Mais nous sommes convaincus que, si leur signature fait défaut, ils sont de tout coeur avec nous.

Les prisonniers politiques de la prison de Ségovie, membres de la LCR-ETA (VI)



Le 11 mars, les camarades de la Ligue Communiste Internationaliste (LCI) ont été informés pratiquement sur le champ de l'attaque réactionnaire contre la caserne du 1^{er} Régiment d'artillerie légère (RAL-1). Ils se sont aussitôt précipités pour réquisitionner une imprimerie. Et une heure à peine après le déclenchement du coup, grâce à la collaboration active des ouvriers typographes, ils étaient les premiers à diffuser à 60.000 exemplaires dans tout Lisbonne le tract d'alerte.

- Javier ARMENDARIZ : arrêté le 7 avril 69. Condamné à 12 ans de prison par un Tribunal militaire.
- Julian ARREGUI : arrêté en juin 72. Condamné à 12 ans de prison par un Conseil de Guerre.
- Andoni ARRIZABALAGA : arrêté en avril 69. Condamné à mort par un Tribunal militaire à Burgos. Peine commuée en prison à perpétuité.
- José BILBAO : arrêté en janvier 69. Condamné à 15 ans de prison par un Tribunal militaire.
- Andoni BEDIALAUNETA : arrêté en avril 69. Condamné à 12 ans de prison au procès de Burgos.
- José Luis EGUIREN : arrêté en mars 74. Condamné à 20 ans de prison par le Tribunal militaire et 6 ans par le Tribunal d'Ordre public.
- Inaki GARCIA : arrêté en avril 69. Condamné à 25 ans de prison par un Conseil de Guerre.
- Carmelo GARITAONAINDA : arrêté en mars 71. Condamné à 5 ans et 20 ans de prison par le Tribunal d'Ordre public. Doit être jugé par un Tribunal militaire qui réclame contre lui 20 ans de prison.
- Enrique GUESALAGA : arrêté en avril 69. Condamné à 50 ans de prison lors du Procès de Burgos.
- José IBARGUTXI : arrêté en avril 68. Condamné à 46 ans de prison par un Tribunal militaire.
- Felipe IZAGUIRRE : arrêté en avril 69. Condamné à 10 ans de prison par un Tribunal militaire.
- Patsi JACA : arrêté en avril 68. Condamné à 20 ans de prison par un Conseil de Guerre et à 6 ans par le Tribunal d'Ordre public.
- José LORONZO : arrêté en mai 69. Condamné à 14 ans et demi de prison par un Tribunal militaire.
- Inaki SARASKETA : arrêté en mai 68. Condamné à mort par un Tribunal militaire. Peine commuée en prison à vie.
- Lucio SOLAGUREN : arrêté en 69. Condamné à 20 ans de prison par un Tribunal militaire.
- Luis María URQUIZA : arrêté en 69. Condamné à 21 ans de prison par un Tribunal militaire.
- Inaki VIAR : arrêté en avril 69. Condamné à 20 ans de prison par un Tribunal militaire et 5 ans par le Tribunal d'Ordre public. Doit être à nouveau jugé par le Tribunal d'Ordre public qui réclame contre lui 5 ans de prison.
- Juan María ZUBIGARAY : arrêté en janvier 73. Condamné à 3 ans par le Tribunal d'Ordre public.
- Pedro María ZUGADI : arrêté en avril 69. Condamné à 16 ans de prison par un Tribunal militaire.

vient de paraître

OU VA LE PORTUGAL ?

la période pré-électorale au Portugal du 11 mars au 12 avril

- Sommaire :
- Chronologie : le Portugal en chiffres.
 - Le Coup d'Etat manqué.
 - Analyse de la situation.
 - Qu'est-ce que la L.C.I. ?
 - Plate-forme électorale de la L.C.I.

48 pages. En vente 3 F à partir du mercredi 19 mars. La brochure sera envoyée d'office dans les villes pour être vendue avant les élections.

UNE BELLE AUDACE

« La monstrueuse campagne anti-communiste des derniers mois, l'intrigue contre le MFA, l'intensification du sabotage économique, les violences et coups de main contre les syndicats et les écoles, le boycott des congrès et des meetings, la multiplication de manifestations anti-gouvernementales sous prétexte de justes revendications, l'aggravation artificielle des conflits sociaux, la tentative de précipiter sans raison valable une nouvelle vague de grèves ont constitué dans leur ensemble une grande offensive contre-révolutionnaire, détériorant la situation politique, créant un climat de chaos et d'insécurité. »

C'est Alvaro Cunhal qui parle au grand meeting du parti communiste du 16 mars. Ça rappelle quelque chose. Et il faut une belle audace en ce moment au Portugal pour amalgamer de la sorte le sabotage patronal de l'économie, les manœuvres réactionnaires avec la mobilisation ouvrière et la profonde vague de grèves qualifiées ici à la légère d'artificielles et sans raison valable.



LE 13 MARS A PARIS

Depuis le 19 décembre, date à laquelle fut rendue publique la plate-forme inter-confédérale sur les femmes travailleuses, qu'ont fait les directions syndicales pour mobiliser les femmes et préparer en particulier la journée internationale du 8 mars ? Peu de discussions sont organisées à la base sur cet accord. Aucune initiative commune CGT-CFDT n'a été prise pour exploiter cet accord.

Le vendredi 7 mars, la CFDT région parisienne a organisé une réunion sur les femmes travailleuses à laquelle plusieurs centaines de femmes ont participé (mais peu d'hommes !), malgré une convocation relativement confidentielle. L'accord CGT-CFDT y fut à peine évoqué et la manifestation du 13 y fit l'objet d'un simple point d'information devant les récriminations de militantes qui protestaient contre le fait que la manifestation ait lieu le jeudi 13 à 15 heures et non le samedi 8 mars.

« N'y a-t-il pas incohérence à faire toute l'explication sur le 8 mars, journée internationale des femmes depuis 1910, et à appeler à manifester le jeudi 13 après-midi ? » dit une militante de Renault. « Ce sera difficile de mobiliser, car il faut débrayer pour aller à la Bastille à 15 heures » explique une autre.

Des militantes des ministères soulignent le caractère restrictif de l'appel à la manif du 13.

Contre la baisse du pouvoir d'achat, contre le chômage et la dégradation des conditions de travail, les principales revendications de l'appel concernent tous les travailleurs. C'est tout juste si étaient évoqués les problèmes de la maternité, si on trouvait en vrac, en fin de tract : l'accroissement de la protection de la femme enceinte, les jours payés à l'un des parents pour soigner l'enfant malade, la contribution patronale de 0,5 % pour la construction et les crèches, des crédits patronaux et gouvernementaux pour la mise en place de centres d'information et la formation de conseillers en matière de contraception, la reconnaissance de l'avortement comme acte médical, remboursé par la Sécurité Sociale.

La manifestation du 13 mars légitime, a posteriori, les inquiétudes des militantes CFDT exprimées le 7 mars.

Des points chauds...

10.000 personnes environ, hommes et femmes, ont défilé de la Bastille au Palais-



Manifestation du MLAC le 20 avril 74.

Royal. Les femmes de Grandin en lutte étaient là. Les femmes des PTT (Télécommunications et Cheques Postaux) formaient le plus gros cortège. Le dynamisme et les mots d'ordre lancés par la CFDT manifestaient les acquis de la lutte : mixité du service, baisse du temps de travail, développement des crèches, samedi libre étaient au centre des revendications. Mais aussi des mots d'ordre et des chansons lancés le 8 mars à la manifestation du mouvement des femmes : double journée-demi salaire ! Avortement remboursé dans les hôpitaux ! Travail, famille, patrie, y en a marre !

La CFDT PTT distribuait un tract dénonçant la notion de « salaire d'appoint » et la double journée de travail des femmes, exigeant : la réduction du temps de travail pour tous, la garantie d'emploi, la création de crèches locales ou inter-entreprises avec réservation de places pour les enfants de postiers, la création dans les services PTT de centres d'information



La manifestation du 8 mars. Pourquoi avoir appelé à manifester le 13 ?

sexuelle et contraceptive, le remboursement par la Sécurité Sociale des frais d'avortement et les crédits nécessaires à l'application de la loi sur l'avortement et la contraception, une médecine du travail et des centres de Santé.

La présence significative de la CFDT Crédit Lyonnais témoignait de la sensibilisation nouvelle sur la question des femmes intervenue après la grève de l'an passé (après laquelle un groupe femmes s'est créé).

...Dans un cortège morne et encadré...

Mais en dehors des secteurs ayant un acquis de luttes récentes, le cortège était terne, souvent silencieux. Les femmes y faisaient figure de force d'appoint dans la lutte pour le programme commun. Les slogans (lancés à la sonne par les hommes) étaient surtout centrés sur « la crise » en général. Aucune banderole contre l'année

internationale de la femme décrétée par l'ONU.

Le 13 mars aura-t-il été une grande journée de lutte où les femmes ont pu « prendre leur destin en mains » comme l'annonçait l'Huma ? Pour les secteurs en lutte aujourd'hui ou récemment, ce 13 mars aura été plus qu'une manifestation traditionnelle. Mais pour les autres, pour la masse des femmes travailleuses qui étaient censées se mobiliser ce jour-là, le 13 mars restera peut-être comme une opération « politique » par laquelle elle ne se sentaient pas concernées, parce qu'ayant peu de rapports avec leurs préoccupations.

L'an prochain, le développement des groupes autonomes de femmes, la multiplication des commissions femmes syndicales, l'entrée en lutte de nouvelles femmes devraient pouvoir imposer aux directions syndicales l'organisation d'une véritable journée de lutte le 8 mars 76, unitaire et de masse, prise en charge par les femmes !

Claire

et les hommes ?

A PROPOS DU 8

La manifestation du 8 mars était organisée à Paris par le MLF et la seule organisation mixte participante était le MLAC, dont la lutte contre un aspect important de l'oppression des femmes justifiait la présence.

Pourtant, des hommes étaient là qui n'étaient pas tous militants du MLAC. Et leur participation, même très minoritaire, a fait problème.

Certaines l'ont dénoncée, y voyant la volonté de récupérer d'organisations promptes à vampyriser les luttes nouvelles. En quête de « nouvelles mères », les militants s'abattaient comme un vol de sauterelles sur les nouvelles femmes-objets : celles qui « en ont ». Le soutien de la LCR à la manifestation traduirait l'indécrottable manie qu'a cette organisation de se mêler de ce qui ne la regarde pas. On réchauffe son petit parti transi à la lutte des femmes, mais toujours dans le même horrible dessein : les déposséder de leur bagarre, les passer avec force sourires à la moulinette trotskyste. C'est pour mieux vous manger mon enfant...

D'autres, des femmes, des militantes, nous, ne voient pas les choses ainsi. Même si nous ne sous-estimons pas l'impact trouble de la féministe estampillée remplaçant les Cendrillons besogneuses d'antan. Même si nous demandons à voir à l'œuvre tous ces nouveaux « amis des femmes » que nous apporte 75 l'année-gadget ou la peur du débordement...

C'est pourtant parce que nous ne sommes pas femmes dans le mouvement et militantes à la LCR, féministes d'un côté et marxistes asexuées de l'autre, mais féministes révolutionnaires dans ces deux lieux que nous estimons nécessaires à notre combat, que justement, le 8 mars, nous avons ressenti un malaise.

— Malaise devant la façon dont les hommes participaient à la manifestation.

Il y avait les inconscients, à l'aise dans le cortège du mouvement de femmes, scandant des mots d'ordre et chantant à partir d'un vécu qui ne peut pas être le leur. Il y avait les voyeurs, relégués sur les trottoirs, nous dévisagent, évaluant notre nombre. Il y avait les paternalistes aux idées courtes, qui imposaient leurs services dès qu'un problème surgissait...

— Malaise devant le type de soutien que la LCR a apporté à la manifestation. Non qu'il fût déplacé : il découle au contraire directement de notre position de fond en faveur du Mouvement de Libération des Femmes. « Pas de libération des femmes sans révolution socialiste, pas de révolution socialiste sans libération des femmes... » et sans que les femmes se donnent dès aujourd'hui les moyens de définir leurs exigences et de prendre en main leur lutte.

Mais ce soutien d'une organisation révolutionnaire mixte n'a de sens que s'il n'est pas une solidarité apportée de l'extérieur au combat que mènent les femmes, les militantes, dans le mouvement de libération, dans le mouvement ouvrier. Nous ne voulons pas des exhortations du public, fût-il enthousiaste. Mais d'une bagarre commune contre deux rôles sociaux mutilants : celui d'homme et celui de femme dans cette société.

La majorité, la presque totalité des hommes se cramponne encore à son rôle. Mais certains commencent à étouffer dans leur peau d'opresseurs. Ils n'y sont plus si bien, ils n'en sont plus si fiers. Dans une société en déroute, même cette forteresse-là est ébranlée. Des gosses de bourgeois trahissent bien leur classe. Il est temps que des hommes trahissent l'obligation de conduite virile, leur devoir de domination. Au premier rang de ceux-là doivent être les militants révolutionnaires.

C'est la condition pour que Rouge soit autre chose que l'écho chaleureux des initiatives du mouvement. C'est la condition pour que converge une double remise en cause, de part et d'autre de la barrière d'oppression. Dans la vie quotidienne, au boulot, dans la famille. Mais aussi dans la rue. Il est des occasions où la participation des hommes, des organisations politiques à des actions mixtes impulsées par le mouvement des femmes se posera. Pour que cette participation déjoue les pièges du voyeurisme, du paternalisme, du substitutisme ; pour qu'elle ne signifie pas seulement : « elles sont opprimées, elles ont raison de se battre, soutenons-les », il faudra qu'elle se fasse sur des thèmes touchant aussi à l'aliénation des hommes dans cette société patriarcale capitaliste.

Les hommes présents exprimeront alors (jusque sur des banderoles, des tracts) leur refus des privilèges et du rôle qui leur étaient échus. Traîtres à leur virilité sociale, traités eux aussi à leur place traditionnelle, ils en trouveront une autre, au côté du mouvement de femmes. Il s'agira alors plus de jonction que de soutien ; et de cela notre organisation doit être le creuset.

Le « socialisme » tel que le rêvent bureaucrates et réformistes se borne à poser leurs fesses dans le fauteuil encore chaud et déserté sans casse par les grands monopoles. Notre projet est plus ambitieux (et plus réaliste à la fois) : la libération de l'humanité tout entière, à travers la prise du pouvoir par les travailleurs(euses) et la libération des femmes. C'est à dire aussi celle des hommes. C'est la conscience, même inégale encore, de cet intérêt commun qui fonde la possibilité, dès maintenant, d'un cadre de lutte commun.

Trois militantes

et hop haby, plus haut que fontanet !



lycées

UN PAS DE PLUS

Mardi 18 mars : 50.000 dans la rue, plusieurs dizaines de milliers à coup sûr, selon certains journaux un cortège plus massif que celui du jeudi 13, en tout cas encore plus sérieux, d'organisation, de détermination.

La mobilisation lycéenne contre la réforme Haby a, ces derniers jours, franchi une nouvelle étape : en précisant ses contours, en construisant le sol sur lequel elle pourra se poursuivre après les vacances de Pâques. C'est ce que manifeste l'Appel aux lycéens de France de la deuxième coordination des Comités unitaires contre la Réforme Haby et des Comités de Grève des lycées en lutte de la région parisienne. Cette coordination qui regroupa le 15 mars une centaine d'établissements, précisait dans ce texte (adopté par 154 voix pour et 14 contre, et auquel 5 amendements furent intégrés), deux points essentiels :

• L'objectif des luttes de la jeunesse scolarisée face au pouvoir giscardien : révélateur, cinglant démenti à l'image de marque qu'il essaie vainement de se construire, épingle crevant la baudruche de la concertation. D'où l'objectif du Ministère de l'Éducation pour la manifestation parisienne, parfaitement illustrant : le mardi 18 mars, la concertation a cédé le pas aux brigades et autres gardes mobiles. D'où l'appel à organiser la démission collective de l'ensemble des délégués des Conseils d'administration. D'où la proposition d'une journée « portes ouvertes » le jeudi 20 mars, pour protester contre les fermetures de CET et lycées qui se multiplient et faire le jour sur l'organisation de leur lutte par les lycéens. D'où enfin la proposition au ministre d'un débat public avec des représentants mandatés du mouvement « non pour négocier un projet inamendable et que nous rejetons en bloc (...). Mais simplement pour qu'il s'explique publiquement et réponde à l'opposition des lycéens et collégiens en lutte ».

• Le caractère durable de la bataille engagée : Il faut donc trouver des relais. D'où une démarche plus précise en direction des centrales syndicales, ouvrières et enseignantes, les appelant à « prendre l'engagement d'accepter des initiatives communes à tous les niveaux en respectant l'autonomie du mouvement » : le collectif lycéen d'organisation de la journée du 18 s'est heurté à une fin de non-recevoir de la direction de la CGT qui « ne reconnaît que l'UNCAL » et a rencontré une réponse favorable à la CFDT et au SGEN. D'où également la « réservation » par le mouvement d'un week-end après Pâques : initiative nationale des 26 et 27 avril 1975 à Paris, dont « les modalités précises seront fixées (...) sur la base de l'état du mouvement et des prises de position des comités et coordinations de toutes les villes de France ».

La force de la colère lycéenne tient dans l'unité de la mobilisation et dans sa démocratie interne. Unité d'abord de tous ceux qui disent « non » à la réforme, la jugent inamendable et luttent contre la mainmise patronale. Mais cette unité n'est que baliverne si elle ne s'accompagne pas du respect de la démocratie du mouvement : respect de la discipline des « A.G. », des votes au sein des comités unitaires, de l'élection par les lycéens grévistes de « comités de grève » révocables. Sur ce plan, l'UNCAL continue sa course désordonnée en sens inverse.

Cette attitude sectaire ne peut que nuire aux J.C. elles-mêmes. La preuve en est le caractère minoritaire de leurs propositions dans ce mouvement : que sont devenues les dernières en date, après le statut du lycéen, c'est-à-dire la « lettre ouverte » aux délégués de classe et la journée d'action de jeudi (dont l'Humanité du 19 ne dit mot) ?

« La division du travail, c'est l'assassinat d'un peuple ».

Karl Marx

■ Le dernier article montre que le refus de la réforme Haby, c'est le refus de la loi des patrons, le refus de la division du travail mutilante qu'impose la société capitaliste. Il montre que les luttes actuelles sur l'école débouchent sur une remise en cause de l'ensemble de la société bourgeoise.



Le refus de la réforme, c'est le refus de la loi des patrons

L'école de Jules Ferry, c'est bien l'école de la bourgeoisie. Mais depuis quelques années (cf. Livre Blanc CNPF 1970), le patronat cherche à prendre directement en charge le système de formation. Il le dit clairement :

« Le CNPF penche, pour les classes pratiques, vers un style directif plus adapté à des formations simples si l'on cherche une mise au courant plutôt qu'un enseignement professionnel complet ». (Livre Blanc)

« Etant donné la diversité des aptitudes, les formes variées de l'intelligence humaine, il y a une nécessaire diversité de l'enseignement qui doit permettre de répondre à la très grande variété des emplois ». (Livre Blanc)

« Le jeune qui sort de l'école arrive dans l'entreprise absolument ignorant et dans un état — je dirais — d'anarchie pas seulement intellectuelle mais de comportement. Il a joui d'une liberté complète et il trouve devant lui une société organisée car l'entreprise ne peut pas exister malgré ce qu'on raconte sur l'auto-gestion, sans un minimum de hiérarchie. Le choc est grand... ».

Donc : priorité aux formations concrètes et pratiques, et refus de reconnaître les formations plus qualifiées (cf. aujourd'hui les résistances à reconnaître les diplômes des élèves des Instituts Universitaires de Technologie).

Donc : nécessité de restauration de l'ordre scolaire par un dressage efficace.

Et comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, les patrons s'introduisent de plus en plus dans l'école publique. Ceyrac en est le modèle, il est au conseil de Paris-Sorbonne, il est membre du comité pour le développement des grandes écoles. Et les entreprises organisent leurs propres centres de formation. Pour le reste (l'école publique), Haby-Lesur-Soisson-Mazeaud, en bons commis, font les plans d'une entreprise de rénovation dont le promoteur est le patronat. Aucun doute sur les objectifs fondamentaux : une bonne sélection sociale, une bonne mise en condition, des coûts calculés au plus juste ; restait à régler la mise en scène pour faire apparaître l'école de classe comme l'école de tous. C'est fait ! La plupart des revendications des travailleurs, des jeunes et des enseignants sont reprises : plus de redoublements, plus de filières, respect du rythme de l'enfant, libre choix, responsabilité, formation permanente...

C'est raté ! Haby n'a réussi qu'une chose : pousser les jeunes à y regarder de plus près et, en regardant de plus près, on voit... par exemple la préparation pour être manoeuvre ou

une bonne lecture en ce moment !

l'école de Jules Ferry est morte

l'école en question / quelques problèmes de méthode / faut-il détruire l'école ? / l'école affrontée à la crise de la jeunesse / quel programme ? / un bilan provisoire / la politique de formation de la bourgeoisie / les dépenses / la formation permanente / l'atmosphère communiste à l'école



en vente à la librairie rouge, 9,60 F — au lieu de 12 F ailleurs — 10 impasse Guéméné, Paris 75004.

QUELS OBJECTIFS POUR NOS LUTTES ? (III)

L'HABY-BISE AUX PATRONS

Dans deux articles précédents, nous avons développé deux questions importantes pour les luttes de la jeunesse débouchant :

- sur l'exigence de l'allocation d'études pour tous à partir de 16 ans ;

- sur la nécessité d'une lutte permanente pour imposer l'indépendance de la jeunesse vis-à-vis du patronat et de l'administration de l'Education nationale.

femme de ménage (bancs d'essai professionnels) présentée comme liaison entre l'étude et le travail ; par exemple la nécessité de s'orienter dès la première en fonction des possibilités offertes par les universités de la région (c'est à dire les exigences locales du marché du travail), nécessité présentée comme libre choix (options). Il n'est pas besoin de meneurs pour que les jeunes refusent cette réforme. Et ce refus n'est pas seulement le refus de Haby, c'est aussi le refus de l'école actuelle, c'est finalement le refus de notre société.



Le refus de la réforme, c'est l'aspiration au socialisme

A) La lutte contre la sélection et son renforcement, ça veut dire quoi ?

On dira que c'est refuser d'être sélectionné en fonction de son origine sociale. Certes, et il faut se battre pour davantage d'égalité. On espère ainsi augmenter le nombre de jeunes des milieux populaires à l'université. On prôvait alors la gratuité des études, le soutien pour les « handicapés sociaux » et le programme commun...

De toute évidence, ça ne suffit pas. Tant qu'on n'a pas brisé la structure de classe de la société, les enfants seront toujours inégaux devant l'école. La langue utilisée à l'école sera toujours la langue qui colle à la réalité quotidienne, à l'idéologie des privilégiés. Le marché du travail continuera à imposer sa loi : on peut fabriquer plus d'ingénieurs, d'enseignants, etc. mais dans les limites imposées par le système de production et l'organisation capitaliste du travail.

En fait, le refus d'être sélectionné, c'est le refus de se trouver au bas de

l'échelle de la division du travail. C'est le refus de la vie active, c'est à dire du travail en miettes à l'usine, au bureau, au labo. Si on abandonne le point de vue de la promotion individuelle qui ne peut faire le salut (!) que d'une fraction des enfants d'origine populaire, on est contraint de remettre en cause la division capitaliste du travail. C'est en ce sens que la démocratisation de l'école n'est pas la solution.

B) Lutter contre l'ennui, le dressage, les contraintes, ça veut dire quoi ?

C'est le refus d'un système de valeurs, d'une société où les patrons font la loi (et les lois). Refus des rapports hiérarchiques et de la concurrence et aspiration à une vie communautaire et égalitaire. Refus du principe de rendement et aspiration à une société où la créativité est stimulée. Refus de l'irresponsabilité et aspiration à une société autogérée. Refus du dressage du corps (Mazeaud promeut le sport de compétition) et aspiration à la libre disposition de son corps.

Bref, c'est le refus d'un certain type de travail pour le profit, le gaspillage, la destruction du cadre de vie ; le travail forcé, aliéné, mortifiant devient inacceptable. Il est clair que les lycéens et collégiens aspirent à autre chose qu'au statut démocratique demandé par l'UN-CAL !



« Quel beau socialisme que celui qui éternise les manœuvres de profession ! » (Engels)

Pour que personne ne soit enfermé à vie dans une tâche parcellaire et répétitive, pour que tous puissent apprendre différents métiers, pour que l'apprentissage se lie au travail pour que se comble le fossé entre manuels et intellectuels, la lutte doit s'ancrer dans un projet politique. L'objectif c'est d'en finir avec la division capitaliste du travail.



G. WEISS - ADJA

La participation, la formation permanente, l'alternance, les options, l'ouverture sur la vie sont des leurre sans une transformation profonde de l'organisation du travail. Diminution importante du temps de travail, rotation pour les tâches pénibles et sans intérêt, fin de la séparation entre dirigeants et exécutants, ce sont là les conditions sociales pour que la formation devienne réellement permanente pour tous, pour que l'école ne contribue pas à

reproduire la hiérarchie sociale. Ce n'est pas la mort de l'école, mais le dépassement de cette école-là que nous voulons.

On ne peut donc proposer aujourd'hui, comme l'Union de la Gauche, un meilleur ordre scolaire une plus juste hiérarchie. Proposer, dans le cadre actuel, une école moins sélective, qui fabrique plus de diplômés, proposer de démocratiser l'école, c'est accepter la loi capitaliste de la formation.

Aujourd'hui, pour unifier les travailleurs, comme antidote à la division actuelle du travail, pour participer à la lutte contre l'exploitation capitaliste, nous devons exiger :

1) Une formation polyvalente pour tous jusqu'à 18 ans, conférant une réelle culture générale, permettant à chacun d'apprendre ultérieurement par soi-même et partant de se recycler,

2) Une formation ouverte sur les pratiques sociales, sur les luttes, conduisant à comprendre les mécanismes de notre société, sa nature de classe ; une telle formation implique liberté pédagogique et contrôle des jeunes sur la vie de l'établissement.

3) Le droit au travail pour tous au plus haut niveau de qualification acquis, droit à la formation et droit au travail sont aujourd'hui plus que jamais bafoués. Ils doivent être au centre des luttes contre l'école bourgeoise dans la perspective du socialisme.

HALLOUZE-SOLAISE



SIMONET

après le festival
de la jeunesse

LES J.C. RENOUVEAU...

100.000 personnes selon l'Humanité, les « Soft Machine » font recette selon Libération, en fait 60 à 80.000 jeunes, le plus grand rassemblement organisé par les jeunes du P.C. depuis mai-juin 68.

Le plus important rassemblement et la première initiative de ce type prise par la J.C., sept années après l'une des plus grandes crises des organisations de jeunesse du parti ; crise ayant vu la désaffection générale de ces organisations non seulement des couches les plus radicalisées de la jeunesse mais des militants jeunes du parti eux-mêmes.

Cette crise profonde plongea ses racines dans le puissant mouvement de radicalisation qu'a connu la jeunesse, dès le début des années soixante.

DE LA CRISE...

Maillon faible dans la chaîne d'intégration capitaliste, la jeunesse fut la première couche sociale à engager le combat contre le régime capitaliste. Pour des milliers de jeunes, qui développaient leurs luttes, dans les métropoles impérialistes, l'exemple leur était donné par les combattants vietnamiens et cubains.

Il était difficile, pour ces jeunes naissant à la politique à l'heure du Che de se reconnaître dans la politique stalinienne, de collaboration de classe, du PC.

C'est contre cette politique du PCF que se dégagèrent, au sein même des J.C. et surtout U.E.C., des oppositions de gauche contre l'appareil stalinien.

L'envergure de ces courants se sanctionnera par l'exclusion du secteur lettres de l'U.E.C., qui donnera plus tard la JCR et par l'exclusion du secteur de l'École Normale sup. de la rue d'Ulm qui donnera plus tard l'UJCM (maoïste).

Cette crise atteindra son apogée en mai-juin 68, où les jeunes du PC, non seulement se trouveront complètement hors du coup, mais encore laisseront la direction de la jeunesse aux « groupuscules gauchistes ». Les J.C. paieront très cher leur absence des événements de mai 68. Et malgré tous les efforts du parti, jusque dans les années 70 l'UNCAL et l'UNEF-Renouveau, ses pseudopodes de masse dans la jeunesse scolarisée ne seront que des groupuscules sans grande capacité de mobilisation. Ces organisations, ne regroupant alors que les franges les moins combattives et les plus anti-gauchistes, se rangeront systématiquement contre les mobilisations de la jeunesse et s'enliseront le plus souvent dans la participation, dans les conseils d'Université et de lycée.

Cependant, cette tactique du PCF dans la jeunesse, liée étroitement à la conjoncture de l'après-mai 68 ne pouvait durer ; elle lui coûtait trop cher politiquement, d'autant plus que se dessinait à l'horizon une nouvelle situation politique.

...A LA RECONSTRUCTION

En effet, depuis deux années, les J.C. connaissent un processus de reconstruction. Ce processus s'accompagne d'un développement de l'audience des réformistes et de l'en-

vergure des fractions combattives qui, aujourd'hui, dans les luttes, balancent entre réformistes et révolutionnaires.

Cette reconstruction est le produit de deux facteurs :

1) Le premier est lié à la conjoncture politique, à la polarisation de classe qui traverse tout le pays, à sa transcription sur le plan politique autour de l'Union de la Gauche.

Cette polarisation de classe traverse la jeunesse et l'Université regroupant une partie des masses de la jeunesse autour du mouvement ouvrier. Dans ce cadre, les organisations jouissant d'un poids réel dans le mouvement ouvrier vont accroître leurs forces dans la jeunesse. En particulier, étant donnée l'importance du PCF dans la classe ouvrière et sur la scène politique nationale, les J.C. ont incontestablement accru leur audience politique.

Ce développement n'est donc pas le seul produit propre des J.C. dans la jeunesse mais bien la conséquence du poids objectif du PC dans la situation politique générale.

2) De plus, face à cette nouvelle conjoncture, le PC, en particulier lors du mouvement contre la loi Debré, a dû inaugurer une nouvelle tactique dans la jeunesse. Aussi, loin de s'opposer frontalement au mouvement de la jeunesse comme lors des grèves étudiantes contre les CFPM (centre de formation des maîtres) ou lors du mouvement de protestation contre l'assassinat d'Orsney, le PCF présente aujourd'hui une position ouverte de soutien aux luttes de la jeunesse.

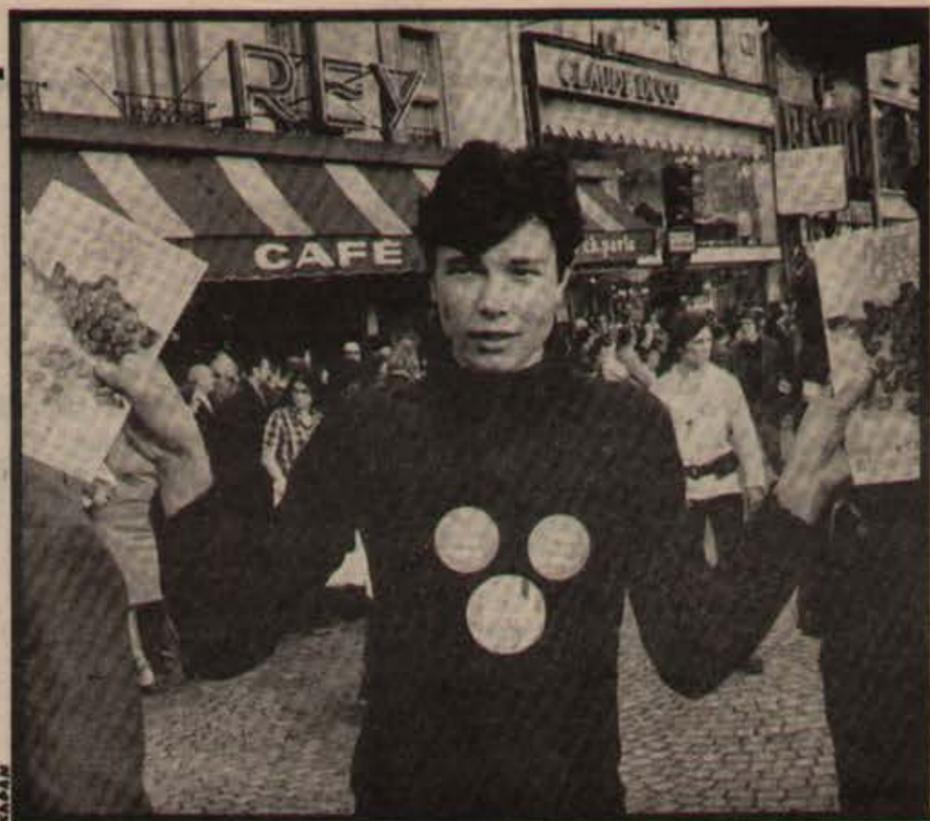
Cette position s'accompagne d'une tactique de chevauchement des luttes. Cette tactique, loin de constituer un tournant fondamental du PCF, s'inscrit dans sa politique de pression parlementaire et ses projets de « démocratisation » de l'école.

LA J.C... ET LES MASSES

Cependant se pose une question à laquelle tout militant doit répondre : comment expliquer que le courant organisé le plus important de la jeunesse, en l'occurrence la J.C., se voit dans chaque mouvement de masse, mis en minorité par les révolutionnaires ?

— Dans la coordination lycéenne de samedi 15 mars, l'UNCAL-pseudopode J.C., obtint 14 voix sur sa proposition contre plus de 150 sur les propositions des révolutionnaires.

— Dans les CET, la coordination permanente est largement relativisée par les révolutionnaires, en particulier par « Ceux du technique ».



— Dans les Universités, où sur Villetaneuse (cf. article Rouge la semaine dernière), réputée par la présence de près de 300 adhérents à l'UNEF-PC, les militants de la LCR occupent un rôle dirigeant.

Une explication est souvent apportée, en particulier par certains J.C. : « Nous avons une direction faible, peu trempée au mouvement de masse, sans grande capacité d'initiative... » S'il est vrai que le PC connaît depuis les années soixante une crise permanente de la direction de ses secteurs jeunes, la construction d'une direction, l'émergence de cadres n'est pas indépendante d'une ligne politique.

Cette ligne politique, réformiste, de collaboration de classe, est l'explication principale de la mise en minorité systématique des J.C. dans les luttes de la jeunesse.

A L'ECOLE

Il est difficile de lutter à la fois contre la réforme Haby-Soisson et de proposer la démocratisation d'une institution scolaire qui est directement liée à l'Etat bourgeois. Car une telle politique, dans le cadre du maintien du système capitaliste, comme le prévoit même le programme commun, ne peut aboutir qu'à une seule conséquence : trouver une meilleure adéquation de l'école aux besoins de l'économie capitaliste.

Par exemple, c'est contre le projet de rentabilisation capitaliste de MST (maîtrise sciences et techniques) que tente de mettre en place le président de l'Université de Villetaneuse, membre du PCF, que 3.000 étudiants de cette Université sont aujourd'hui en grève.

A L'ARMEE

Il est difficile de lutter à la fois pour l'obtention des droits démocratiques des soldats contre le pouvoir et la hiérarchie militaire et de déclarer comme Jean-Michel Cathala, secrétaire des J.C. « Nous ne sommes pas antimili-

taristes, nous sommes pour la défense nationale ».

De telles positions ne peuvent favoriser l'organisation des soldats, en indépendance totale du pouvoir et de la hiérarchie militaire. Aussi loin de batailler pour un syndicat de soldats, de classe, impulsé par les centrales ouvrières, la direction du PCF et de la JC proposent un « statut démocratique du soldat » qui s'inscrit dans une ligne de « cogestion » avec la hiérarchie, de clubs de soldats, de vie du foyer, etc...

Cette politique de « réforme de l'institution militaire » entre bien sûr directement en contradiction avec l'organisation des comités de soldats, comités qui rencontrent aujourd'hui dans l'armée un écho grandissant.

Ainsi, à l'armée, à l'école comme dans les entreprises, la politique du PCF en direction de la jeunesse est profondément contradictoire : la participation de la JC aux luttes actuelles de la jeunesse ne peut se développer indéfiniment sans problème, sans entrer en contradiction avec la politique de collaboration de classe de la direction du parti.

C'est pourquoi, partout, les révolutionnaires doivent développer, en particulier envers les organisations de jeunes du PC une démarche unitaire systématique :

— à l'usine, dans les syndicats ouvriers, unité autour de plate-formes revendicatives contre la vie chère et le chômage ;

— à l'armée dans les comités de soldats, unité pour les droits démocratiques des soldats, pour un syndicat de soldats ;

— à l'école, dans les comités de mobilisation unité contre la réforme Haby-Soisson.

Cette unité, c'est la condition même de la victoire !

C'est seulement par cette bataille permanente pour l'unité dans l'action que les révolutionnaires peseront concrètement sur l'évolution politique de ces milliers de jeunes, encore sous l'emprise des réformistes...

LE FESTIVAL PAR LUI-MEME

- 50 % de jeunes lycéens
- 30 % de jeunes ouvriers et employés
- 20 % de jeunes étudiants et divers...

Tels sont les chiffres, en pourcentage, du festival : participation minoritaire de la jeunesse ouvrière et renforcement sensible dans les lycées s'inscrivent dans les rapports actuels de la JC avec la jeunesse.

Ensuite, un rassemblement de 80.000 jeunes qui marque sans contestation possible un succès politique des J.C. mais où tout avait été fait pour limiter le débat politique...

• Un forum « Armée » où les entrées étaient filtrées : seuls les J.C. et les soldats pouvaient y accéder...

• Des forums étudiants, lycéens, anti-impérialistes, éclatés aux quatre points de Paris, à Jussieu, dans les lycées de la banlieue parisienne.

Aussi tous ces débats ont eu lieu

sans critiques, sans opposition et lorsque des questions furent posées, en particulier par un tract du comité de grève de Villetaneuse, on répondit par des méthodes expéditives.

En effet, le comité de grève de Villetaneuse, qui avait obtenu un forum au Festival s'est vu déchirer tous ses tracts par l'UEC de Marseille. D'ailleurs face à cette atteinte aux principes de la démocratie ouvrière, l'Assemblée générale de Villetaneuse a condamné cette attaque de l'UEC...

Enfin, le Festival s'acheva par les discours de J.M. Cathala, de Guy Herrier, qui dans un style radical, « gauche », insistèrent pour l'action autonome du PC et des JC dans la jeunesse.

C'est finalement une « Marseillaise » seulement suivie par l'« Internationale » qui conclut le meeting... déjà toute une ligne...

le mouvement syndical face à ses responsabilités

Depuis plusieurs mois se manifeste dans le mouvement syndical une attention croissante au développement des luttes dans les casernes. Une attention qui a pris des formes multiples, et d'abord la solidarité active avec les soldats victimes de la répression. Mais au-delà de cette solidarité naturelle affirmée avec les travailleurs sous l'uniforme, le problème posé d'une façon sans cesse plus pressante a été celui d'une **intégration réelle des luttes des soldats à celles du mouvement ouvrier**. A cette question, E. Maire a proposé une réponse : « l'organisation au plus vite de syndicats au sein de l'institution militaire ».

Une telle perspective, quel que soit le sens qu'Edmond Maire attribue à l'expression « au plus vite », offre des débouchés importants tant aux luttes des soldats qu'à l'action des militants syndicaux désireux de soutenir ces luttes.

De fait, dans la période récente, plusieurs pas importants ont été franchis, allant dans le sens d'une prise en charge réelle par le mouvement syndical des luttes des soldats.

A Verdun, après la manifestation des soldats, après l'emprisonnement au hasard de quelques meneurs, la CFDT locale vient de prendre une initiative importante : répondant à la sollicitation des soldats, constitués en comités, elle s'est engagée à mettre sur pied une **commission d'enquête** sur la mort de Serge Camier. (voir texte de l'appel ci-dessous). Initiative exemplaire que le mouvement ouvrier devra reprendre chaque fois que le fameux droit aux 7 % de pertes tuera à nouveau dans les casernes françaises. L'armée ne doit pas assassiner impunément !

Dans le Seine St Denis, des militants responsables de la CFDT viennent de rendre publique une forme nouvelle de solidarité avec les soldats en lutte et qu'ils ont commencée à mettre en pratique : sollicités par 2 comités de soldats, ils leur ont apporté leur aide en imprimant leurs feuilles de caserne, en les aidant à les diffuser. Une initiative qui, si elle venait à se généraliser, placerait explicitement les comités de soldats sous la protection directe du mouvement ouvrier, les reconnaissant comme l'expression même de la combativité des appelés.

Ces initiatives, tout comme le soutien sans cesse plus actif aux soldats réprimés (notamment les témoignages de solidarité syndicale avec les soldats Gillard et Goasguen actuellement emprisonnés) sont autant de pas en avant vers l'intégration des luttes des soldats à celles du mouvement ouvrier. Elles vont de pair avec la bataille pour le syndicat de classe des appelés, bataille menée sur les 2 fronts : dans les casernes et dans le mouvement ouvrier.

Interview de responsables

de la CFDT-PTT, des UL-CFDT de Noisy-le-Sec et de Sevrans

UN PAS EN AVANT !

Comment en êtes-vous arrivé à prendre contact avec les comités de soldats en Allemagne et à leur proposer de tirer leurs journaux ?

On a commencé à faire un travail en profondeur dans l'armée avec Draguignan. Dans les PTT des pétitions ont été signées. Dans les UL aussi, sur la base de l'Appel des Cent. D'autre part, plusieurs soldats emprisonnés étaient des militants CFDT. Dans cet ordre d'idées, le boulot accompli par l'UL-CFDT de Genevilliers a été un modèle.

Aux PTT actuellement, il y a une certaine sensibilité aux problèmes de l'armée. En effet, pendant la grève, l'administration a fait appel au contingent pour casser la lutte. Ça nous a sensibilisés sur l'aspect armée-répression des luttes. Ainsi, notre brochure « sous l'uniforme tu restes un travailleur » est donnée aux adhérents qui partent au service.

D'ailleurs, c'est une décision du congrès fédéral. Les gars qui sont à l'armée doivent garder les liens avec le syndicat. Ça va dans le sens des déclarations d'Edmond Maire. Et pas seulement de lui, mais aussi de Daniel Chollet, secrétaire confédéral de la CFDT chargé du secteur jeunes, dans une interview donnée au Quotidien de Paris. Il reprenait cette proposition d'organisation de type syndical des appelés. Nous ne faisons qu'aider à la mise en pratique de cette position.

Quelle est votre position par rapport à la plate-forme des comités de soldats ?

On n'est pas pour discuter la plate-forme des soldats. Ils déterminent eux-mêmes leur organisation. Mais une organisation qui ait des liens étroits avec les organisations de la classe ouvrière. Quant à notre plate-forme elle n'est pas définitive. On reprend ce que le mouvement a apporté et en ajoutant certaines suggestions.

Comment, concrètement, peut s'opérer la liaison entre soldats et organisation du mouvement ouvrier ?

Concrètement, telle Bourse du Travail pourrait prendre l'initiative que nous avons prise. Ainsi que les Unions locales qui pourraient se charger du tirage des tracts, journaux, puis les distribuer.

Ce serait un pas important vers un syndicat de soldats.

Quelles réactions pensez-vous que puisse produire votre attitude ?

On souhaite que ça permette aux soldats de se sentir encouragés dans la constitution d'une organisation syndicale. Que ça permette aux organisations syndicales et ouvrières de réfléchir au problème. Pour la CFDT, deux choses : d'abord un grand pas a été fait en avant. Ensuite, la déclaration d'Edmond Maire laisse supposer que ça va continuer dans ce sens-là. D'autres sections sont déjà prêtes à soutenir. Il serait bon que les structures syndicales qui sont favorables au travail dans ce sens nous contactent sans tarder.



COMMUNIQUE DE PRESSE

EDMOND MAIRE déclarait à AN-TENNE 2 le 14 janvier 1975 :

« Nous pensons... et nous sommes tout à fait d'accord pour l'organisation au plus vite de syndicats au sein de l'institution militaire ».

Les Unions Locales CFDT de Noisy-le-Sec et Sevrans, le syndicat CFDT PTT de la Seine St Denis approuvent la position de leur secrétaire général.

Contactés par deux comités de soldats (Karlsruhe, Tübingen) nous avons décidé d'imprimer leurs journaux : Le Tringlot en Colère et G.V. me fâcher (G : Grenadiers, V : Voltigeurs !). Les structures syndicales CFDT n'ont pas participé à la rédaction des articles, assurée librement par les camarades militaires.

Notre geste tout d'abord est le témoignage de notre solidarité vis à vis des soldats engagés ou appelés qui ont entamé depuis plusieurs mois, notamment à travers l'Appel des Cent, la lutte pour que les droits élémentaires des civils soient enfin reconnus aux militaires.

Depuis plusieurs années, l'armée a montré qu'elle restait le plus fidèle allié des patrons et du régime.

La présence de militaires organisés de la classe ouvrière dans l'armée doit permettre une solidarité des soldats avec les travailleurs en lutte. De même, elle dissuadera ceux qui tournent les yeux vers le Chili de toute tentative factieuse en cas de victoire électorale de la gauche ou de mobilisation d'envergure de type Mai 68.

POUR UN SYNDICAT DE SOLDATS

Après l'Appel des Cent et les sanctions qui ont frappé les signataires, les motions ne suffisent plus. Il faut engager le combat contre la loi du 13 juillet 1972 sur le statut général des militaires qui interdit tout droit d'organisation politique ou syndicale.

Ce droit qu'on refuse aux travailleurs sous l'uniforme, il s'agit de lutter pour l'imposer. A commencer par l'organisation syndicale.

Il nous paraît important de mettre en

avant la nécessaire jonction d'un tel syndicat de soldats, ayant sa propre presse, ses propres dirigeants, son organisation autonome, avec les organisations syndicales du mouvement ouvrier, afin de lui donner un caractère de syndicalisme de lutte de classe.

Un tel syndicat aurait pour vocation de regrouper la majorité des soldats et donc d'être un syndicat de masse ayant pour but d'améliorer la condition du contingent, en liaison avec les luttes du mouvement ouvrier.

Déjà l'action du mouvement des soldats a fait reculer le pouvoir. Les 210 F et le voyage gratuit tous les mois, bien que considérés comme une victoire du mouvement, ne sont encore que peu de choses. Ces mesures prises pour calmer les esprits sont insuffisantes. Dans bien d'autres domaines, il reste encore beaucoup à faire.

Le suicide récent de deux appelés est là pour témoigner de façon dramatique de l'ampleur des questions qui restent en suspens.

QUELLE PLATE-FORME POUR CE SYNDICAT

Une première idée nous est donnée par les revendications avancées par les comités de soldats :

- La reconnaissance non restrictive du droit à l'objection de conscience
- L'arrêt des vexations et brimades infligées aux recrues
- La liberté d'opinion, de réunion, d'expression et d'association politique ou syndicale
- La solde égale au SMIC
- La gratuité des transports
- La réduction du service à 6 mois
- Le libre choix d'incorporation entre 18 et 25 ans
- Le droit inaliénable aux permissions
- La dissolution des tribunaux militaires
- L'affectation proche du domicile

Pour renseignements, écrire ou téléphoner à :
CFDT Seine St Denis
11-19 rue du 8 mai 1945
9300 Bobigny
844-43-03 poste 43

APPEL DE LA CFDT DE VERDUN

L'Union Inter-Professionnelle de Secteur CFDT de Verdun constate qu'à la suite de la mort de CAMIER et des manifestations qui ont suivi, le silence s'épaissit et des sanctions sont prises contre ceux que la hiérarchie appelle des meneurs. Privilégier, développer la répression tout en faisant oublier l'origine de la mort de CAMIER constitue aux yeux de l'U.I.S. CFDT une injustice flagrante.

Lorsque, dans une entreprise, des sanctions injustes sont prises, la CFDT réagit. Lorsque des conditions d'insécurité mettent en péril la vie des travailleurs, la CFDT réagit. Les appelés restent des travailleurs, même sous l'uniforme, leur vie est

mise en péril par certaines conditions dangereuses : la mort de CAMIER l'illustre bien. Des sanctions lourdes s'abattent sur quelques uns de ceux qui ont manifesté leur opposition à tout cela. Dans ces conditions, la CFDT se doit de réagir.

Pour ces raisons, l'U.I.S. CFDT de Verdun appelle à la constitution d'une commission civile d'enquête pour faire la lumière sur les circonstances et les causes de la mort de CAMIER.

L'U.I.S. CFDT de Verdun se propose comme l'élément constitutif de cette commission.
Adresse : CFDT Maison du Travail
Place Branly
55100 VERDUN

1954

DIEN BIEN PHU

Vingt ans après c'est la même attente. La certitude de la libération prochaine de Phnom-Penh a pénétré l'opinion internationale comme hier celle de la chute du camp retranché où le corps expéditionnaire français s'était laissé, sûr de sa force, piégé. Et comme il y a vingt et un an la lutte est indochinoise. Dien-Bien-Phu, c'était le produit d'une offensive combinée menée au Laos et au Cambodge. Phnom-Penh, c'est très pratiquement une offensive nationale menée contre toutes les positions fantoches au Cambodge, combinée avec la reprise de contre-attaques régionales au sud-Vietnam.

Il y a 5 ans, l'impérialisme américain et le régime Thieu souhaitaient l'élargissement de la guerre à l'ouest du Vietnam. Ils espéraient « boucler » ainsi les forces du FNL, malgré les échecs déjà enregistrés au Cambodge. Ils auront avivé plus que jamais la solidarité des 3 peuples d'Indochine. Ils en payent le prix aujourd'hui. La révolution est bel et bien indochinoise !

Chaque semaine qui passe apporte son lot de nouvelles militaires désastreuses pour les Lon Nol et Thieu. Au Sud-Vietnam Ban Me Thuot, la capitale provinciale du sud des Hauts-Plateaux est libérée et on apprend la chute de nouveaux chef-lieux de districts et bases militaires fantoches. Au Cambodge, les troupes lonnoliennes chargées de dégager les environs de l'aéroport sont encerclées et le port fluvial du bac de Neah Luong est en voie de passer sous contrôle du Funk.

On doit mesurer la signification de ces victoires. C'est maintenant l'entiereté du cours du Mékong qui va être libéré, de la capitale cambodgienne à la frontière sud-vietnamienne. Et ce sont des milliers de soldats de l'armée fantoche mis hors de combat ou se ralliant. Et c'est la carte des zones libérées qui connaît une évolution significative en deux régions stratégiques du sud-Vietnam, la région au nord-ouest de Saigon et au contact du Cambodge et celle des Hauts-Plateaux. Ce sont des villes aussi importantes que Tay Ninh, Phuoc An, Pleiku et Kontum qui voient leur isolement brusquement

croître. A tel point que pour la première fois durant la guerre d'Indochine, le commandement américano-saigonais a dû évacuer de Pleiku la presque totalité des forces fantoches qui défendaient la ville; n'y reste que 500 rangers isolés dans une cité de 40.000 habitants où avait pris place jusqu'à la fin de la dernière semaine le Q.G. de la 2^e Région militaire du Sud-Vietnam.

Ce n'est plus qu'une question de jours, Thieu est repoussé des hauts-plateaux et ce n'est qu'un début.

Ford vient certes d'obtenir du Pen-



Simonepieri Gamma

ASSASSINAT
D'UN JOURNALISTE

Paul Léandri, journaliste à l'AFP en poste à Saigon, mort, assassiné, le 14 mars dans les locaux de la sûreté saigonaise. D'une rafale de mitrailleuse.

Personne ne croit à l'accident. Et pour cause. Voilà quelques mois, l'opposition urbaine révélait l'existence d'un plan — le plan Phoenix — visant à museler, acheter ou neutraliser la presse vietnamienne et étrangère par tous les moyens. Léandri ne pouvait être muselé ou acheté. Il aura été « neutralisé ».

Pour l'exemple ?

L'assassinat de Léandri survient, en effet, peu après qu'il ait révélé que l'attaque contre la capitale provinciale de Ban Me Thuot, non seulement n'était pas

le fait de troupes régulières du Nord-Vietnam, mais que l'opération avait été menée par des membres des minorités ethniques, montagnards regroupés dans le FURLO (Front unifié pour la libération des races opprimées).

Léandri démasquait ainsi le caractère fallacieux de la propagande officielle.

Le régime saigonais a préféré braver l'opinion internationale plutôt que de laisser les journalistes montrer qu'ils ne sont plus dupes. Il manifeste ainsi sa faiblesse. C'est le geste d'un régime aux abois qui n'espère plus qu'en la terreur.

CHILI

LES COMPLICES DE PINOCHET

Lundi 24 mars doit se tenir rue de Rivoli la réunion du Club de Paris. Les puissances capitalistes s'approprient à donner une aide financière massive à Pinochet et sa junte en négociant le paiement de sa dette extérieure (3080 millions de dollars, dont 710 arrivent à échéance en 75. Sur l'échéance de 74, 835 millions de dollars, le Club de Paris a promis à la junte de ne payer que 40 millions). La France, troisième pays créancier (170 millions de dollars) aura le triste privilège de présider cette réunion des complices de Pinochet.

Cette aide financière directe (voir Rouge N°290) permet à la junte d'importer des produits de luxe, alors que les travailleurs sont réduits à la misère, lui permet aussi de financer sous forme d'indemnités les firmes américaines Anaconda, Kennecott, Cerro, ITT (500 millions de dollars sans délai de paiement); enfin, cette aide financière permet d'acheter les armes pour la répression quotidienne des masses chiliennes.

La coordination européenne des Comités Chili et des organisations révolutionnaires, au cours d'une conférence de presse le 10 mars dernier,

a lancé un appel pour imposer que ne se tienne cette réunion pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. « Accepter la négociation de la dette chilienne serait pour les gouvernements qui participent au Club de Paris un acte de complicité avec la junte chilienne dont ils auraient directement à répondre ».

La CUT chilienne a pris position pour dénoncer la tenue de cette réunion.

Répondant à ces appels, le Comité Chili Finances est intervenu pour expliquer au personnel du Ministère la signification de cette négociation et pour engager la mobilisation sur le lieu même où doit se tenir la réunion du Club de Paris. Le Comité Chili Finances appelle la CGT et la CFDT à riposter en commun et à ne pas tolérer la présence des représentants de la junte.

Pas un sou, pas une arme pour la junte chilienne !

BRESIL

REPRESSION CONTRE LE PCB

Le 29 janvier, le ministère de la Justice du gouvernement militaire interrompait toutes les transmissions de radio et TV du pays pour annoncer que les services de sécurité de l'Etat avaient détruit un important réseau de propagande clandestine du Parti Communiste Brésilien (pro-soviétique). Il s'agissait de l'imprimerie qui publiait

l'organe officiel du Comité Central du parti, « La Voix Ouvrière ».

C'est le troisième coup porté au PCB en deux ans, au niveau de son Comité Central. Les dirigeants arrêtés fin janvier ont eu la vie épargnée grâce aux réactions immédiates au niveau national et international. Au contraire, ceux qui ont été arrêtés en 1973 et 1974 ont « disparu » sans laisser de traces. Le ministère a en partie annoncé leur assassinat dans une autre allocution, en réponse à des demandes pressantes de l'Eglise catholique. En même temps que huit dirigeants du PCB, une vingtaine de dirigeants de l'Action Populaire (A.P.), l'Action de Libération Nationale (A.L.N.), du Parti Communiste du Brésil (Maoïste) sont déclarés « disparus » par le ministre.

Le fait que la vie des militants arrêtés ait jusqu'ici été épargnée s'inscrit dans le cadre d'un changement de tactique que le régime appelle la « décompression graduelle ». En limitant les « bavures » des services de renseignements, mais en maintenant sur place toute la structure répressive et en la raffinant, le régime essaie d'apaiser les fortes pressions de l'opinion publique nationale et internationale.

D'autre part, l'attaque contre le PCB répond à deux objectifs immédiats du régime. En premier lieu, frapper un secteur de l'opposition ouvrière au moment où le mécontentement et les actions de résistance se multiplient dans les usines.

En fait, la crise du « miracle économique » brésilien ne fait qu'accélérer une inflation qui a déjà fortement réduit le pouvoir d'achat des salaires depuis 1964.

Deuxièmement, l'opération répressive vise aussi les quelques députés de l'opposition légale qui ont radicalisé leur programme au moment des dernières élections législatives. Le fait que cette vingtaine de candidats ait débordé le cadre strictement contrôlé de la « farce électorale » a provoqué une certaine agitation. Le résultat des élections a montré, par la marée des voix pour l'opposition légale MDB et surtout pour les candidats apparemment les plus offensifs, le degré du mécontentement populaire.

Il est évident que dans une conjoncture de crise économique, de division entre fractions de la bourgeoisie sur la réorientation du modèle capitaliste, de tentatives du pouvoir de se trouver des solutions politiques à un débat qui risque de provoquer son éclatement, il n'y a pas de possibilités d'« ouvertures politiques » pour la classe ouvrière. Il faut s'attendre à des offensives encore plus dures contre les secteurs réformistes sous la direction du PCB et contre la nouvelle avant-garde qui s'organise en dehors de cette influence et qui est beaucoup plus significative.

Le gouvernement veut détruire l'embryon de mouvement ouvrier qui se



1975 - PHNOM PENH

tagoné 21 millions de dollars. Ces fonds sont débloqués pour Lon Nol jusqu'au 30 juin seulement (date prévue de la saison des pluies). Mais ce sont des milliards de dollars qui ont déjà été engouffrés dans la guerre. Et l'armée fantoche est incapable de trouver les ressources politiques et humaines pour utiliser ces crédits. **Militairement la situation ne peut être inversée au Cambodge grâce à un nouvel afflux de matériel.** Ford a seulement évité, par là, un brutal effondrement de ce qui reste du moral des forces tonkinoises. **Politiquement la bataille pour l'aide à Phnom-Penh aura affaibli l'administration américaine.** La marge de manoeuvre du président US est inattendu plus étroite encore, par rapport à son opinion intérieure, qu'à l'ouverture du débat.

La fermeture de l'ambassade de France est symptomatique.

Le noeud coulant continue à se resserrer sur la gorge du régime Lon Nol !

P.R.



SOLIDARITE INDOCHINE

Mars 1975

Un anniversaire a fêté pour le mouvement anti-impérialiste mondial. Voilà 5 ans en effet que le peuple cambodgien, avec la fondation du FUNK (front uni national du Kampuchea), retrouvait place au sein du front révolutionnaire indochinois. Il ne lui aura fallu que 5 jours, après l'annonce du coup d'Etat fomenté par la CIA qui portait le « maréchal » fantoche Lon Nol au pouvoir à Phnom-Penh, pour être constitué. Du 18 au 23 mars.

Le Front solidarité Indochine a organisé deux meetings à cette occasion. Le jeudi 13 mars à Montpellier, avec près de 80 participants. Avec la participation d'un représentant de l'union des vietnamiens en France qui souligna qu'il fallait s'attendre à des « changements profonds et inquiétants » au Sud-Vietnam pour 1975, d'un porte-parole du comité du Funk qui expliqua la portée de la révolution cambodgienne et d'un membre de l'union des étudiants Laos qui analysa la situation existant dans le 3^e pays d'Indochine.

À Paris, Kem Thy, de la mission du Grunk à Paris décrivit la situation désespérée qui est celle du régime Lon Nol comme le progrès et le renforcement réalisés dans les zones libérées et appela à renforcer « l'amitié et la solidarité militante » internationale pour soutenir la position du Funk et du Grunk de lutte « sans négociation ni compromis ».

La participation au meeting parisien ne correspondait malheureusement pas à l'acuité de la situation cambodgienne et indochinoise.

La libération du Cambodge, étape décisive dans la victoire de la révolution indochinoise !

Organisons la poursuite du soutien pour la victoire finale !

cultures, blocus économique visant à réduire le peuple à la famine.

Tout cela se passe avec le silence complice de la plupart des régimes arabes.

Elles attirent l'attention de l'opinion publique mondiale sur la répression multiforme, les campagnes d'arrestations, les méthodes de tortures qui sont imposées au peuple d'Oman par les experts britanniques et jordaniens et la SAVAK iranienne au nom du régime obscurantiste du sultan.

Elles proclament leur soutien total à la juste et courageuse lutte du peuple omani et saluent les réalisations sociales de la révolution, forgées dans la lutte et sous les bombes des agresseurs.

Elles appellent tous les progressistes et révolutionnaires en France à participer au mouvement de solidarité qui se développe actuellement en rejoignant le comité de soutien à la révolution en Oman. Le développement en France du soutien politique et matériel au peuple d'Oman et la dénonciation des agressions étrangères subies par ce peuple constituent l'appui de poids que nous pouvons apporter à la lutte du F.P.L.O.

À bas l'impérialisme et ses gendarmes locaux !

Halte au génocide du peuple omani !
Vive la lutte des peuples arabes et iraniens !

Un peuple en lutte vaincra toujours !
Vive la solidarité internationaliste !

LARZAC : L'EXTENSION NE PASSERA PAS !

5000 personnes samedi 15 mars à Paris pour le Larzac. Convoquée par les paysans du Larzac, les comités Larzac et le comité Millavois, soutenue par de très nombreuses organisations de gauche et d'extrême-gauche, cette manifestation très militante a montré à l'évidence que le projet gouvernemental d'en finir au plus vite avec cette affaire du Larzac débouche sur une épreuve de force, pas seulement sur le Causse, mais dans l'ensemble du pays. Au même moment, à Millau, les paysans se heurtent violemment aux gardes-mobiles. Dans plus d'une dizaine de villes, des manifestations ont également lieu à l'occasion de cette journée nationale d'action.

Cette recrudescence de la mobilisation au côté des paysans menacés d'expropriation est due au fait que Bourges a décidé d'accélérer le mouvement. En clair, les « 103 » devraient avoir été chassés de leur terre à la fin de l'année et début 76, on pourrait passer aux choses sérieuses dans un camp de 17.000 hectares !

Dans cette perspective, le gouvernement a ordonné le développement de l'enquête parcellaire, prélude à l'expropriation. Une enquête activement boycottée par les 103, soutenus par la population locale et qui donna lieu à de multiples incidents entre gardes-mobiles et paysans de la région. C'est que depuis quelques temps, les gendarmes campent sur le Causse et n'en bougent pas...

Recevant les délégués des paysans, Bourges a confirmé l'attitude adoptée par ses prédécesseurs depuis 70 : il ne cédera pas, les 103 devront partir.

Aujourd'hui, l'enquête parcellaire est close. On entre donc dans la phase préparatoire à l'expropriation. L'épreuve de force paraît inévitable.

Dans la région, d'ailleurs, la tension monte sérieusement : presque chaque jour est l'occasion de heurts ou d'escarmouches, entre les flics et la population. Les paysans de la région, naguère partisans de la non-violence, n'ont pas hésité à se défendre vigoureusement quand les flics les ont agressés devant la mairie de Millau. Comme d'habitude aussi, la filaille amène provocation et terreur dans ses fourgons : la maison des GUIRAUD, une des familles concernées par le projet d'extension du camp a été soufflée par une explosion. Les Guiraud s'en sont tirés avec de la chance mais l'attentat était conçu pour tuer.

La bataille engagée aujourd'hui au côté des 103 n'est pas une bataille pour la beauté du geste. Ses enjeux sont multiples :

En s'installant dans des régions « deshéritées », l'armée en accélère l'appauvrissement. Dans le Var, l'extension du camp de Canjuers a chassé les paysans de leurs terres, amorcé la destruction de l'environnement économique et administratif de Draguignan. Dans la région de Millau, le

résultat sera le même, si l'extension du camp est acquise, contrairement à toutes les promesses des pouvoirs publics. A Millau, il y a 1200 chômeurs sur 22.000 habitants, dans l'Hérault 10.000, dans le Gard, 8000...

Cet acharnement à obtenir l'extension du camp du Larzac (et de bien d'autres) s'explique par la nécessité pour l'armée de se doter sans cesse de nouveaux champs d'expérimentation des armes modernes et de nouveaux terrains d'entraînement à la guerre civile. Bien mieux, les camps sont au service de l'internationale de la contre-révolution : location du Larzac aux troupes anglaises, de Canjuers aux Marines...

Le pouvoir veut en finir avec le Larzac : il faut en finir avec les prétentions de l'armée à disposer des sols et des gens à sa guise. Il s'agit d'une lutte politique dirigée contre l'institution militaire elle-même, le militarisme et tous les préparatifs à la guerre civile. En ce sens, elle est indissociable des luttes des soldats qui luttent contre le même ennemi. Il s'agit d'une lutte politique qui oppose des travailleurs au capitalisme et à ses forces de coercition. Ces travailleurs défendent leur « outil de travail » avec une opiniâtreté et un courage qui ont fait l'admiration de millions d'autres travailleurs. Leur lutte ne triomphera que portée par la solidarité agissante de ces millions de travailleurs. Le mouvement de solidarité à ceux du Larzac est né sous le signe de la fraternité Lip-Larzac. C'est dans ce sens qu'il faut continuer ! Il n'y a rien à attendre des Gabriac, député maire UDR de Millau et autres « élus locaux » réactionnaires. Il y a tout à attendre de la solidarité ouvrière et des paysans travailleurs !

Partout où ils sont présents, les révolutionnaires développent la solidarité active avec les « 103 ». Ils impulseront les comités Larzac et toutes formes de regroupements unitaires au côté des paysans menacés. Il se tiendront prêts à répondre à toute sollicitation, à tout appel à la mobilisation de leur part.

Non, l'extension du camp ne passera pas !



À Millau, les forces de l'ordre ont chargé violemment les manifestants.

réorganise dans la clandestinité, y compris ses secteurs réformistes (PCB). Au-delà de nos divergences avec le PCB, nous appelons à une large mobilisation en solidarité avec les militants de ce parti victimes de la répression militaire bourgeoise.

OMAN

Un appel a été lancé par le Comité de Soutien à la Révolution en Oman afin que s'amplifie la campagne de solidarité en direction du peuple omanien. La LCR, pour sa part, s'y associe entièrement.

APPEL UNITAIRE POUR RENFORCER LE SOUTIEN A LA REVOLUTION EN OMAN

Les organisations sous-signées condamnant avec force l'intervention militaire iranienne contre le peuple omani qui mène, depuis dix ans, la lutte armée sous la direction du Front Populaire de Libération d'Oman.

Elles dénoncent avec force les actes de barbarie perpétrés par l'armée d'agression iranienne, les forces britanniques, jordaniennes et les mercenaires du sultan qui, pour écraser le mouvement révolutionnaire utilisent les méthodes mises au point par l'impérialisme au Vietnam : bombardements des villages et des points d'eau, destruction du cheptel et des

le M.F.A

« de nouveaux guérilleros » ?

« Libération » !

« Le Portugal est la poudrière de l'Europe » titre Le Point. Peu à peu la réalité s'impose : la montée de la classe ouvrière portugaise a des conséquences non seulement pour la péninsule ibérique mais pour l'Europe tout entière.

Engager le débat sur la révolution portugaise ne peut avoir, dans l'extrême-gauche française, qu'un seul sens : dénoncer en premier lieu les manœuvres de l'impérialisme US et de l'OTAN pour organiser la contre-révolution ; il s'agit de préparer la mise en place d'un soutien international puissant à la marche de la classe ouvrière portugaise vers son unité et son auto-organisation.

Il s'agit aussi de tirer à l'échelle continentale les leçons de l'effondrement d'une des plus vieilles dictatures fascistes et de montrer par là même que tous les systèmes de domination politique de la bourgeoisie en Europe, qu'ils reposent sur des façades parlementaires, sur des systèmes bi-partistes, sur des Etats forts ou bonapartistes, sont en crise. Il s'agit enfin d'examiner le comportement des différentes directions ouvrières et de faire avancer la construction d'un parti révolutionnaire.

Aucune des questions qui traversent à l'échelle de notre pays les divergences entre les différentes organisations révolutionnaires n'est étrangère à la question portugaise.

Qui aujourd'hui ne peut apprendre de l'exemple portugais sur l'analyse des armées bourgeoises en Europe à notre époque ? Comment ne peut-on dégager des leçons sur les contradictions qui déchirent une armée pourtant étroitement subordonnée à l'OTAN, engagée dans une guerre coloniale sans issue et ayant à faire face à une montée de la crise sociale, économique et des luttes ouvrières ?

La lecture attentive de la presse d'extrême-gauche en France apporte de singulières surprises.

A PROPOS DU MFA : LES ILLUSIONS

Nous avons déjà dénoncé dans Rouge N°289 les positions du journal Libération. Il faut dire que les articles de July atteignent la limite difficilement franchissable de l'aveuglement le plus total : avancer le mot d'ordre « des MFA partout » et expliquer que c'est un « mouvement de masse » (et donc, par nature, « progressiste ») et que les commissions de travailleurs dans les usines en sont le « pendant », voilà qui est d'une belle logique...

En général, le MFA est mystifié et beaucoup d'illusions règnent à son sujet. On peut faire l'hypothèse que les événements récents du 11 au 18 mars vont encourager ces illusions.

Dans son numéro du 6 juillet dernier, Révolution ! parlait ni plus ni moins de « conquérir l'armée à la révolution » et expliquait : « Dans une phase où le mouvement ouvrier en est à ses premières ruptures ouvertes avec le PCP et le pouvoir, un mouvement de soldats aussi faible est contraint de céder aux ultimatum du PCP ». L'auteur de l'article montrait bien combien les soldats « mollement » interviennent dans les grèves sous la pression du PCP. Ce qui, si l'on suit son raisonnement, conduirait à souhaiter un mouvement de soldats « plus fort », « plus politisé », ne restant pas purement « démocratique et revendicatif » afin de s'opposer à la trahison... du PCP ! C'est la confusion la plus totale sur la façon dont la classe ouvrière pour prendre en main son propre sort est amenée à faire son

expérience elle-même de la nature des directions stalinienne et social-démocrates dans lesquelles elle a confiance. La montée ouvrière renforce d'abord les organisations traditionnelles de la classe et puis la prise de conscience dans l'action amène la grande masse des travailleurs déçus par les hésitations, les freinages des directions, à se tourner vers les marxistes révolutionnaires, si ceux-ci proposent un programme d'action qui corresponde aux nouveaux besoins objectifs des masses. En dehors de ce processus, il n'est pas possible de constituer des secteurs importants de l'armée à la

Au Portugal, on ne pourra pas passer « par dessus » le PCP, ni remplacer la construction d'un parti révolutionnaire, grâce à la « politisation » du mouvement des soldats. C'est l'inverse ! C'est la politisation de la classe ouvrière, le renforcement du pôle révolutionnaire qui mettra à jour les contradictions de la ligne du PCP et pesera ainsi en dernière instance sur la décomposition, la scission, l'épuration et la défaite de l'actuel MFA.

LE MFA : ENJEU ET INSTRUMENT POUR LA BOURGEOISIE

Le MFA n'a pas d'indépendance politique : il ne va « plus à gauche » que grâce à l'extraordinaire pression ouvrière. Il ne nationalise les banques que parce que les travailleurs des banques l'exigent ; il n'arrête les dirigeants de la banque Espirito Santo que parce que les employés prouvent que ceux-ci ont financé le coup d'Etat du 11 mars et la manifestation du 28 septembre. Il ne nationalise les compagnies d'assurance que parce que leurs locaux sont occupés et contrôlés par les travailleurs eux-mêmes !

Mais le MFA est l'instrument ultime de la bourgeoisie. L'armée portugaise (mais aussi la police et la G.N.R. toujours contrôlées par les fascistes et organisatrice des principales provocations et répression violentes) est l'objet des soins les plus assidus de l'impérialisme américain et des grands capitalistes portugais (3) pour organiser la contre-révolution.

Si les USA ne renoncent pas encore aujourd'hui à leur programme d'aide économique au Portugal de 25 millions de dollars, c'est parce qu'il y a encore le MFA ! Le MFA est aujourd'hui la force qui perpétue et qui dirige les institutions bourgeoises, celle qui s'efforce d'en être le garant en cédant le moins possible aux exigences des masses et qui en possède les moyens militaires en l'absence d'une direction révolutionnaire ouvrière. Le MFA est un enjeu décisif : la CIA essaiera-t-elle d'y renverser la majorité de « l'intérieur » après avoir tenté un coup de force de « l'extérieur » avec Spínola ? Les jeunes officiers ne se sont engagés initialement que sur des problèmes corporatistes ayant trait à la solde et aux grades : ils ont les limites de la petite-bourgeoisie dont ils sont issus, ils subissent les pressions de la classe ouvrière.

Quelle est la meilleure façon pour le mouvement ouvrier de peser sur le MFA et de le cliver éventuellement ? Ce n'est pas, comme le fait le PCP, de respecter ses normes, sa structuration, ses lois, qui interdisent toute propagande antimilitariste, toute critique jugée illicite de son programme et tout encouragement à l'organisation autonome des soldats. C'est au contraire de promouvoir une propagande qui inclue la défense des droits démocratiques des soldats, à chaque échelon et dans chaque unité. Ce n'est pas en « collant » comme le PCP aux généralités imprécises prévues par le programme du MFA sans parler des moyens d'assurer une révolution économique (ensemble des nationalisations et planification) sans préciser les exigences cruciales d'une réforme agraire.

FACE AU MFA QUELS MOTS D'ORDRE

Une organisation comme l'OCI est bien discrète sur l'analyse du MFA et sur les mots d'ordre à avancer. Elle préfère pourfendre le mythe des analyses complaisantes des « pablistes » (4) de la IVème Internationale vis à vis des « forces progressistes et libérales de la bourgeoisie et du corps des officiers ». Même si elle plaide à juste titre contre ceux qui « veulent diviser le peuple travailleur des soldats et miliciens » et affirme que « les soldats veulent l'unité avec le peuple travailleur ». De même, l'OCI tend à axer toute propagande sur la dénonciation du PCP et du PS et à évoquer avec un certain spontanéisme la mobilisation ouvrière sans chercher à cerner les mots d'ordre que doivent avancer les constructeurs du parti révolutionnaire indispensable à la victoire.

Avancer aujourd'hui le mot d'ordre juste de gouvernement PC-PS sans représentant du capital n'est pas suffisant. Il faut en montrer la voie et non seulement prôner l'assainissement complet des capitalistes latifundiaires et divers agents de la répression capitaliste mais il faut matérialiser qui sont « les représentants du capital ». En France, l'OCI n'a pas d'embarras (au stade actuel). Elle crie : « dehors les radicaux de gauche ! ». Au Portugal, il ne suffit pas de crier « dehors le PPD, dehors les fourvoyeurs de Spínola ! », il

faut populariser tous les exemples d'auto-organisation des travailleurs. Ils sont abondants, que ce soit dans les chantiers de la Lisnave, aux PTT, à Timex, Effacec-Inel, Propam, Technividro, Sojantal, Applied, la TAP, la Sidérurgie, etc... mais il faut aussi traiter le cas spécifique du MFA et formuler un corps de mots d'ordre pour les soldats et les officiers eux-mêmes afin de peser sur ce qui, aujourd'hui, leur apparaît comme les questions essentielles : le Portugal hors de l'OTAN, retour immédiat de tous les soldats des colonies, droit à l'organisation syndicale et politique de tous les soldats, et marins.

Il faut, pour poursuivre l'assainissement, multiplier les comités d'épuration, pousser à la fraternisation entre les travailleurs et les soldats, armer les travailleurs du désir de s'armer contre toute nouvelle menace de coup d'Etat : « à la suite de rumeurs sur une intervention américaine, la population avait commencé à dresser des barricades dans certains quartiers de la ville » note D. Pouchin, dans le Monde du 15 mars.

La question du MFA n'a pas fini de nourrir des illusions ou des « discrétions » dans l'extrême-gauche en France. Il faut combattre ceux qui attendent la « radicalisation » d'un « mouvement de masse », ceux qui veulent le « conquérir à la révolution », ceux qui y voient des « nouveaux guérilleros », ceux qui portent aveuglément à son crédit ce qui est en fait arraché par la classe ouvrière, ceux qui y voient un substitut de parti révolutionnaire, ceux qui ne dénoncent pas la politique de collaboration de classe du PC et du PS lorsqu'ils « colent » à la politique du MFA et la cautionnent aux yeux des travailleurs portugais, ceux qui n'étudient pas les conditions des prochains affrontements de classes qui se feront au Portugal envers et contre le MFA actuel (5).

G. FILOCHE

(1) O.C.I.-A.J.S. : Organisation Communiste Internationale-Alliance des Jeunes pour le Socialisme

(2) « Problèmes de la Révolution portugaise » SELIO. Elle est documentée, discutable et a le mérite d'exister depuis novembre 1974.

(3) La C.U.F., le groupe Champalmaud, le groupe Espirito Santo, le groupe portugais de l'Atlantique, le groupe Borges e Irmao, le groupe BMU, le groupe Fonseca e Burnay.

(4) Joëlle KUNTZ (« Les fusils et les urnes » DENOEL) raconte ce que lui a dit l'idéologue de l'ex-AMR :

« Je rencontrais à Lisbonne Michel Raptis, alias Pablo, vers la fin juillet :
— Que pensez-vous de cette nouvelle situation lui demanda-t-elle ?
— Passionnante.
— Alors, vous soutenez le MFA ?
— Soutien critique ! Vous savez, Marx serait au pouvoir que je lui apporterais encore un soutien critique... »
« Voilà qui me laissait de l'espace... » commente Joëlle KUNTZ.

(5) Une plaquette de la LCR sur le Portugal sera en vente au meeting à la Mutualité le 19 mars à Paris. Un « Livre rouge » est en préparation. Inprecor a publié régulièrement les positions du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale et celles de la Ligue communiste internationaliste (L.C.I.) groupe sympathisant de la Quatrième Internationale au Portugal.